

LA PRESSE



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

LES QUÉBÉCOISES D'INFLUENCE

À l'occasion du 8 mars, *La Presse* dresse un palmarès des 10 femmes d'ici les plus marquantes, en raison du rôle qu'elles jouent dans la société et de la portée de leurs actions. PAGES A2, A3 ET A4



TROIS HISTOIRES D'AUTEURES

ARTS/LECTURE

EXCLUSIF

LAISSÉS-POUR-COMPTÉ

Les étudiants à temps partiel, dont 80 % sont des femmes, subissent aussi la hausse des droits de scolarité de 3 %, mais n'ont pas droit au programme bonifié de bourses. PAGE A8

EXCLUSIF

DÉNEIGEMENT ET DÉZONAGE

L'UPAC MÈNE DEUX ENQUÊTES LIÉES AU MAIRE APPLEBAUM

PAGE A6



CANADIEN, 4 HURRICANES, 2

LA FORTERESSE PRICE

SPORTS

PHOTO GERRY BROOME, ASSOCIATED PRESS



PHOTO IVANOVA DEMERS, LA PRESSE

LA CSERIES EN PISTE

Bombardier a dévoilé hier ses premiers appareils d'essai de la gamme d'avions et prend de front Boeing et Airbus avec une nouvelle version de 160 places.

JEAN-PHILIPPE DÉCARIE DANS LA COUR DES GRANDS AFFAIRES

LE SÉNATEUR BOISVENU REMBOURSE DES ALLOCATIONS DE LOGEMENT DE 907 \$
PAGE A13

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

« L'enseignement de l'anglais au primaire est freiné. Ce n'est pas vrai que les enfants vont mieux le parler que moi! » — Pauline Marois

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



RBC Banque Royale®

Qui? Quoi? Quand? Où? Ici. Le Centre d'expertise RBC. C'est vraiment pratique!

Vous avez des questions sur les services bancaires courants, l'épargne, les emprunts ou les moyens pour tirer le maximum de votre argent?

Obtenez des réponses en tout temps à centredexpertiserbc.com.



Une banque de conseils pour vous guider.™

PALMARÈS DES FEMMES

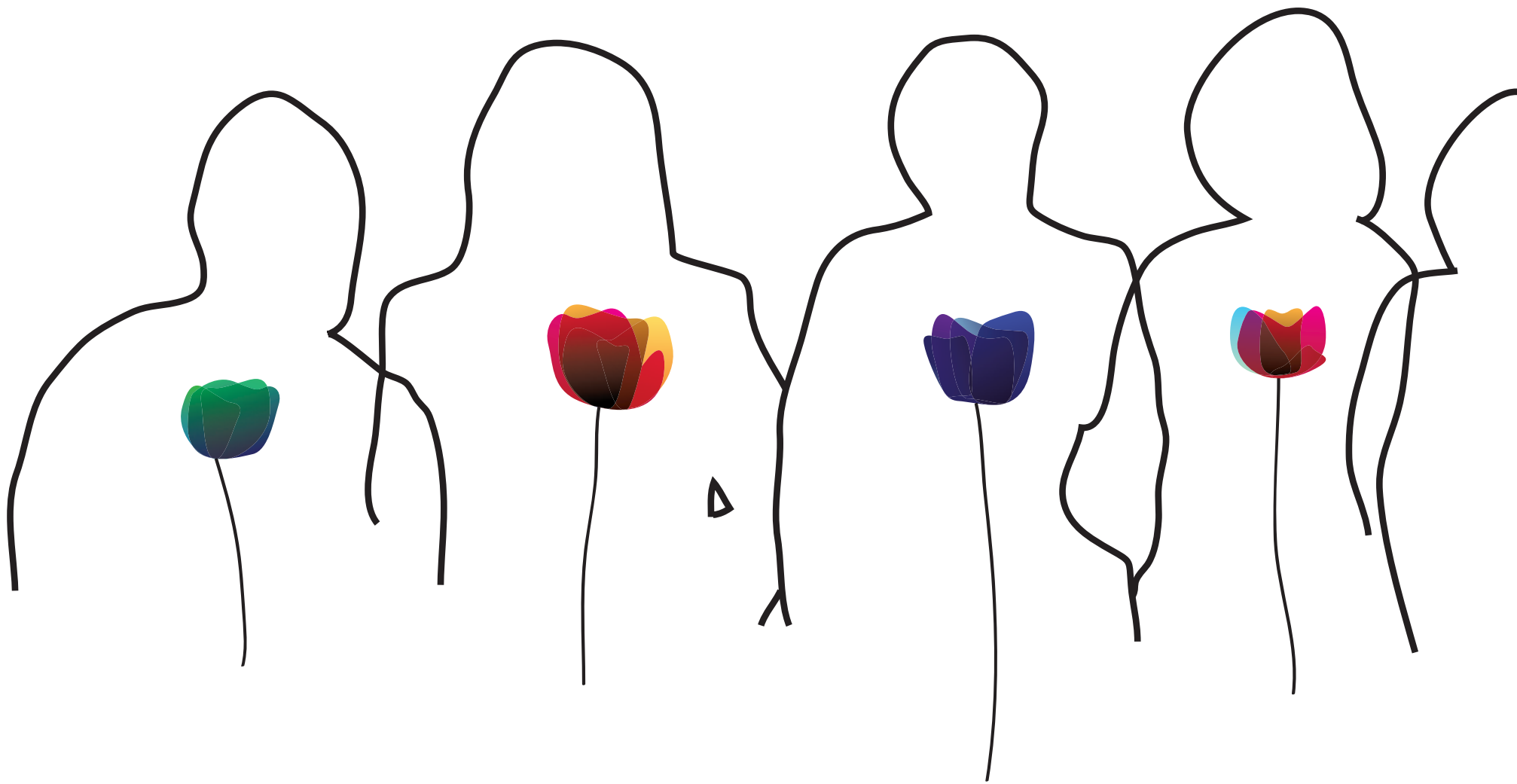


PHOTO IVANO H DEMERS, LA PRESSE

PAULINE MAROIS

Pour la première fois dans l'histoire du Québec, le 4 septembre dernier, une femme a été élue première ministre. Au-delà des lignes de parti, l'élection de Pauline Marois au plus haut poste de pouvoir a été perçue comme un événement inspirant pour les femmes et les filles qui souhaitent un jour occuper un poste de pouvoir dans notre société. C'est cette élection historique qui nous a donné l'idée de vous présenter ce palmarès des femmes d'influence aujourd'hui.

On peut lire un entretien avec la première ministre du Québec en page A4.



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

MONIQUE JÉRÔME-FORGET

Elle a quitté la politique active il y a quatre ans et, pourtant, l'ancienne ministre des Finances du Québec sous le gouvernement Charest est toujours présente dans le débat public. Il faut dire que Monique Jérôme-Forget n'a pas chômé depuis son départ de la politique. En octobre dernier, elle a publié *Les femmes au secours de l'économie*, un livre important qui secoue l'establishment en insistant sur un message : la société a besoin de l'expertise des femmes et les entreprises doivent leur faire une place de choix en les encourageant à accéder aux postes de haute direction et en cessant de les faire sentir coupables lorsqu'elles songent à avoir des enfants. Depuis la parution de cet essai qui a trouvé un écho important dans la société québécoise, M^{me} Jérôme-Forget a pris son bâton de pèlerin et prononce des conférences devant des assemblées de femmes et d'hommes, soucieux de voir évoluer l'attitude de la société québécoise à l'endroit des femmes. L'ancienne présidente du Conseil du Trésor, à qui on attribue le règlement du dossier de l'équité salariale, joue également un rôle important de mentor auprès de plusieurs jeunes femmes qui souhaitent faire progresser leur carrière. Au-delà des lignes partisans – elle a salué l'élection de Pauline Marois, première femme à diriger les destinées du Québec –, elle a su créer des alliances qui lui valent le respect de tous aujourd'hui.

— Nathalie Collard



PHOTO IVANO H DEMERS, LA PRESSE

MONIQUE LEROUX

Monique Leroux dirige la plus grande institution financière du Québec, avec 45 000 employés et 200 milliards de dollars d'actifs. En soi, c'est déjà tout un contrat. Mais sa sphère d'influence dépasse largement les frontières du Mouvement Desjardins. Alors qu'elle frayait avec les grands décideurs de la planète au Forum économique mondial de Davos, la PDG du Mouvement Desjardins, créatrice dans l'âme, a eu une idée : lancer un Sommet international des coopératives dont la toute première présentation s'est déroulée à Québec, l'automne dernier. Avec 2800 participants venus de 91 pays, l'événement a eu un rayonnement international et il a produit des retombées majeures pour le Québec, comme la construction d'une usine d'engrais à Bécancour, un projet de 1,2 milliard annoncé par la Coop fédérée et une coopérative indienne. Oui, l'argent est au centre du travail de Monique Leroux. Mais la comptable reste une femme de cœur qui calcule d'abord en fonction des gens. Monique Leroux est aussi un modèle pour toutes les femmes qui aspirent à un poste de direction. Mère d'une adolescente, elle veille à ce que les femmes puissent gravir les échelons chez Desjardins. Elle s'est assurée de former une relève mixte afin de pouvoir compter sur un bassin de candidatures féminines lorsque vient le temps de pourvoir les postes-clés. Les résultats sont probants. Avant son arrivée en 2008, les femmes comptaient pour 19% des cadres supérieurs. Aujourd'hui, elles sont 30%.

— Stéphanie Grammond



PHOTO IVANO H DEMERS, LA PRESSE

PHOEBE GREENBERG

Femme de peu de mots mais de grands gestes, Phoebe Greenberg est autant une mécène des arts qu'une bâtisseuse du XXI^e siècle. Contrairement à Phyllis Lambert avec laquelle on la compare souvent, elle n'est pas née à Montréal, mais à Ottawa, a passé de nombreuses années en Europe avant de rentrer au pays à la mort de son père Irving Greenberg, un homme de gauche qui a fait fortune dans l'immobilier. En s'établissant à Montréal, Phoebe Greenberg ne songeait pas à devenir mécène ni philanthrope. Elle l'est devenue par la force des choses en rénovant un édifice du Vieux-Montréal pour en faire DHC/Art, espace d'art contemporain consacré aux grosses peintures internationales qui n'auraient probablement jamais été exposées à Montréal autrement. Parallèlement, la mécène aux longs cheveux d'ébène a jeté son dévolu sur un immeuble de la rue Saint-Pierre qui, à la fin de longs et coûteux travaux, est devenu l'extraordinaire Centre Phi, lieu de production et de diffusion des arts numériques à la fine pointe de la technologie, en voie de devenir un incontournable de la création numérique et un phare pour le Montréal de demain. Pourtant, en achetant cet édifice abandonné, Phoebe Greenberg n'avait pas de projet précis, seulement quelques idées floues. Autant dire que chez cette femme visionnaire, les idées floues se muent souvent en résultats fulgurants.

— Nathalie Petrowski



PHOTO FOURNIE PAR LA PRODUCTION

CÉLINE DION

Le mois dernier, Céline Dion s'est rendue en Chine pour chanter, en mandarin s'il vous plaît, une chanson traditionnelle chinoise devant plusieurs centaines de millions de téléspectateurs. Ce n'était qu'un nouveau chapitre de la carrière sans commune mesure de la chanteuse québécoise. Depuis, elle est de retour sur la scène du Colosseum, le théâtre qu'on lui a fait construire à Las Vegas et qui fait salle comble chaque fois qu'elle s'y produit. Aux États-Unis, rares sont les artistes qui ont chanté aussi souvent que Céline Dion dans les galas les plus prestigieux : Oscars, Grammy... En France, où on ne l'avait pourtant pas vue souvent au cours des dernières années, son récent CD *Sans attendre* s'est écoulé à plus d'un demi-million d'exemplaires. Mais l'univers de Céline Dion ne se résume pas à l'Amérique du Nord et à l'Europe. Sa dernière tournée a été véritablement mondiale, avec des étapes en Afrique, en Océanie et en Asie, y compris en Chine. La même année, elle a trouvé le temps et l'énergie de donner un spectacle-événement sur les plaines d'Abraham pour célébrer le 400^e anniversaire de Québec. C'est la même Céline Dion qui s'entoure de créateurs québécois qui ont grandi avec elle et qui a fait appel aux jeunes loups de Moment Factory pour son spectacle à Las Vegas. Partout où va Céline Dion, il y a un peu du Québec qui l'accompagne.

— Alain de Repentigny

PRÉCISION

WORXIMITY

Dans un texte paru dans notre numéro du 6 mars, nous avons laissé entendre que M^{me} Josée Lacroix était actuellement une administratrice de Worximity Technologies inc. et que, sur cette base, cette entreprise avait des liens avec M. Tony Accurso. Or, M^{me} Lacroix n'est pas une administratrice de Worximity et n'a jamais eu un rôle actif dans l'entreprise. Nos excuses.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

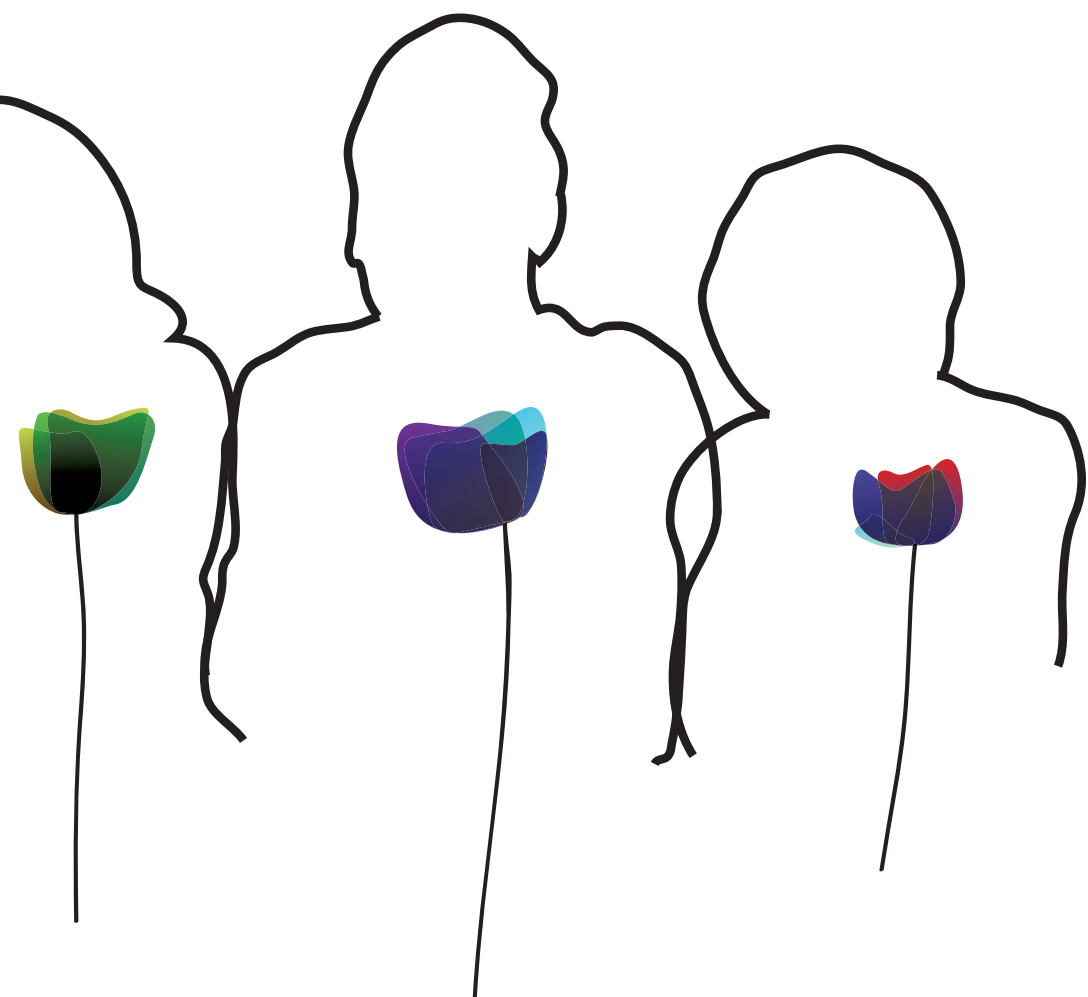
SOMMAIRE

Amusez-vous! AFFAIRES 12
Astrologie du jour AFFAIRES 10
Bourses AFFAIRES 8
Débats A18 et A19
Décès AFFAIRES 10

Horaires télévision ARTS 10
Loteries A12
Monde A16 et A17
Petites annonces AFFAIRES 4 et 9
Sudoku AFFAIRES 4

Météo Ciel variable en avant-midi, passages nuageux en après-midi, maximum 3, minimum -6. AFFAIRES 9

D'INFLUENCE AU QUÉBEC



Pourquoi un palmarès?

NATHALIE COLLARD ET RIMA ELKOURI

Le 12 décembre dernier, un jury composé de cinq personnes s'est réuni pour établir la liste de celles qui auraient l'honneur de figurer au palmarès des femmes d'influence de *La Presse*. Inspiré par l'élection récente de Pauline Marois qui est devenue la première femme de l'histoire du Québec à accéder au poste de premier ministre, ce palmarès vise à reconnaître l'influence de femmes qui marquent actuellement la société québécoise.

«Il y a toujours des choix déchirants à faire», note la présidente du Conseil du statut de la femme, Julie Miville-Dechêne, qui a présidé le jury formé également de la cinéaste et actrice Micheline Lanctôt, de l'historienne Denyse Baillargeon, ainsi que du directeur de l'information de *La Presse*, Mario Girard, et de la directrice des Arts, Suzanne Colpron. «Les membres du jury étaient tous issus d'horizons différents et avaient des opinions très campées, poursuit Julie Miville-Dechêne, mais nous sommes tout de même arrivés à un consensus.» Bien sûr, il y a des femmes qui, partout au Québec, accomplissent des choses extraordinaires et ne se retrouvent pas dans ce palmarès. Au final, l'exercice demeure subjectif. «Les femmes qui ont été choisies s'imposaient par le rôle qu'elles jouent dans la société québécoise et la visibilité que leur confère leur poste.» Nous avons en outre demandé à chaque femme d'influence de nommer une femme de la relève de son entourage qui, à son avis, deviendra un jour à son tour une femme d'influence. Vous découvrirez l'identité de ces femmes demain dans nos pages. Bonne lecture!



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

NATHALIE BONDIL

En succédant à Guy Cogeval qui l'avait embauchée à son arrivée à Montréal, Nathalie Bondil est devenue la première femme à diriger le Musée des beaux-arts de Montréal. Tous les jours depuis, cette Française née dans la Provence de Jean Giono, diplômée en histoire de l'art, n'a cessé de surprendre le public montréalais et le milieu de l'art, avec des expositions audacieuses, des collaborations étonnantes, un esprit d'ouverture qui n'en finit plus de se déployer et des projets d'envergure qui se suivent mais ne se ressemblent pas. Le plus récent, inauguré en 2011, est le Pavillon de l'art canadien et québécois aménagé dans l'ancienne église Erskine and American, à laquelle on a greffé un nouvel édifice où sont exposées 600 œuvres qui étaient entreposées au musée. Ce pavillon intègre aussi une salle de concert, la salle Bourgie, nommée ainsi en l'honneur de ses donateurs Claire et Marc Bourgie, amis de musée. En cinq petites années, avec une énergie et un enthousiasme à tout casser, Nathalie Bondil n'a cessé d'établir des ponts entre l'art et le public, de faire des alliances entre les créateurs et les collectionneurs, de créer de nouvelles synergies et, en somme, de réinventer un musée qui, grâce à elle, a désormais l'avenir devant lui.

— Nathalie Petrowski



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

LOUISE LANTAGNE

À fin de 2012, près de 5 millions de téléspectateurs ont regardé le *Bye Bye*, un record de tous les temps pour la revue humoristique de fin d'année. Si le couple formé par Véronique Cloutier et Louis Morissette a eu droit à une deuxième puis à une troisième chance après une première tentative accueillie plutôt négativement, c'est grâce à Louise Lantagne, directrice générale de Radio-Canada depuis bientôt cinq ans. C'est elle qui leur a fait confiance, comme elle a également cru en Danielle Trotter, auteure d'*Unité 9*, sans contredit LE téléroman de l'année avec plus de 1 million de téléspectateurs chaque semaine, une cote d'écoute que Radio-Canada ne voit pas souvent. Responsable de l'ensemble de la programmation de la télévision générale de Radio-Canada (dramatiques, longs métrages, culture, variétés, sports...) et de la préparation de la grille-horaire, c'est elle qui a le dernier mot sur ce que les téléspectateurs regarderont. Et on peut dire que cette année, les décisions de cette diplômée en droit et en littérature ont eu un impact spectaculaire pour Radio-Canada ainsi qu'un écho à la grandeur du Québec.

— Nathalie Collard



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

FRANÇOISE DAVID

La porte-parole féminine de Québec solidaire (QS) a fait son entrée officielle à l'Assemblée nationale aux dernières élections, en arrachant la circonscription de Gouin au Parti québécois. Militante féministe de gauche, Françoise David a une cote de popularité qui dépasse celle de son parti. Elle fait partie des politiciens chouchous des Québécois, ex æquo avec Jacques Duchesneau, selon le baromètre des personnalités Léger Marketing/*Le Devoir* publié en décembre. Organisatrice communautaire de formation, ex-présidente de la Fédération des femmes du Québec, instigatrice de la marche Du pain et des roses contre la pauvreté, Françoise David milite depuis plus de 40 ans pour la justice sociale, l'égalité et la solidarité. Elle a longtemps pensé que la meilleure façon d'utiliser son influence. Elle a changé d'avis en devenant la cofondatrice de Québec solidaire. Durant la campagne électorale, son succès au débat télévisé l'a fait connaître du grand public. À l'Assemblée nationale, on craignait qu'elle soit dans l'ombre d'Amir Khadir, ex-porte-parole masculin de QS dont le style flamboyant ravit les médias. Mais la nouvelle députée a réussi à imposer son ton et à inspirer le respect, même auprès de ceux qui ne partagent pas son point de vue.

— Rima Elkouri



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

LÉONIE COUTURE

Léonie Couture est la fondatrice de La rue des femmes, ce refuge qui vient en aide aux femmes sans-abri depuis près de 20 ans. Une indignée à la voix douce qui donne espoir à des écorchés. Une féministe engagée qui se bat pour celles qui n'ont pas de voix. Léonie Couture aime répéter que l'itinérance n'est pas une question de logement ou d'argent. C'est souvent un état de détresse nourri par des blessures de l'enfance. Des blessures qui détruisent la capacité d'établir des liens et qui sont aggravées par l'exclusion et la violence. Les femmes qui frappent à la porte de son organisme ont souvent des blessures invisibles qui les font boiter. Dans un hôpital, on n'aurait pas idée de refuser de soigner le patient ayant une fracture de la jambe. Pourquoi en serait-il autrement pour tous ceux qui se retrouvent à la rue après une fracture de l'âme? demande toujours Léonie Couture. La rue des femmes est tel un hôpital pour les laissées-pour-compte. On y offre de la soupe, un toit, de la compassion. On met un baume sur les blessures. On écoute, on épaulé. Jusqu'à ce que les femmes se sentent assez bien pour reprendre leur route sans trop boiter.

— Rima Elkouri



PHOTO FOURNIE PAR F. CHARBONNEAU

FRANCE CHARBONNEAU

Novembre 1998. Maurice Boucher sort du palais de justice de Montréal, porté en triomphe bruyamment par quelques motards. Le chef guerrier des Hells Angels vient d'être acquitté par un jury du meurtre de deux gardiens de prison. L'atmosphère est glauque au palais de justice. La guerre des motards a fait plus de 150 morts. Les Hells s'attaquent aux symboles du système judiciaire. Ils venaient même jouer des bras dans la salle d'audience, comme pour intimider le jury. Plusieurs procureurs sont découragés. Mais France Charbonneau contre-attaque. C'est elle qui convainc la Cour d'appel d'ordonner un nouveau procès. Et c'est elle qui obtient la condamnation de Boucher en 2002. Elle n'avait pas la réputation d'être la plus subtile juriste au bureau des procureurs. Mais dans la quinzaine d'années qu'elle a passées à plaider des affaires de meurtre aux assises, elle en a été un des piliers. Il fallait, pour présider la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, quelqu'un qui ne se laisse pas impressionner par le crime organisé, ni par une tâche qui peut paraître insurmontable. France Charbonneau, nommée juge à la Cour supérieure en 2004, remplissait parfaitement ces critères. En plus d'une saine capacité d'indignation qui, si elle menace de lui faire perdre sa sérénité de magistrat-commissaire de temps en temps, n'est pas inutile pour présider et incarner cette commission d'enquête historique qui touche au cœur de notre démocratie.

— Yves Boisvert



Notre vidéo

Françoise David, Monique Leroux, Monique Jérôme-Forget et Pauline Marois nous disent ce que l'influence signifie à leurs yeux à lapresse.ca/femmes

LES CRITÈRES

Le choix du jury était basé sur les critères suivants

- 1- L'impact des décisions de la candidate dans la société, c'est-à-dire l'étendue de son pouvoir d'influence. Quelle est la force d'impact de ses décisions? L'impact se limite-t-il à un seul ou à plusieurs domaines? Touche-t-il un grand nombre de personnes? Est-il durable?
- 2- L'influence de la candidate sur nos vies, par son exemple. Il s'agissait d'évaluer comment la candidate arrive à se poser en modèle inspirant, en contribuant par exemple à améliorer nos vies, à changer des mentalités, à faire avancer des causes, à mettre en lumière des sujets d'intérêt public, etc.
- 3- La notoriété ou la renommée publique de la candidate.
- 4- Les accomplissements récents, soit le pouvoir d'influence de la candidate s'étant manifesté à travers une réalisation récente.

PALMARÈS DES FEMMES D'INFLUENCE



Pauline Marois

PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

Pauline Marois, la première femme à être élue première ministre du Québec, est devenue féministe en intégrant le cabinet de Lise Payette en 1979. Trente-quatre années plus tard, elle fait le bilan du chemin parcouru sur la longue et sinueuse route de l'accession des femmes au pouvoir. Réflexions d'une féministe pragmatique.

Une féministe au pouvoir



RIMA ELKOURI

Quand Lise Payette l'a embauchée comme chef de cabinet en 1979, Pauline Marois lui a dit: «Écoutez, M^{me} Payette, moi, je ne suis pas féministe...»

La première ministre rit quand je lui rappelle cette anecdote qui date de l'époque où Lise Payette était ministre d'État à la Condition féminine. Elle se souvient de la réponse de sa patronne. Pas féministe, la jeune Pauline? «Pas grave! Avec moi, c'est une question de semaines avant que tu le deviennes!»

De fait... J'ai causé féminisme avec la première ministre à l'occasion de la publication du palmarès des femmes d'influence que ma collègue Nathalie Collard et moi vous présentons aujourd'hui. Dans le studio de photo de *La Presse* où nous l'avons reçue, Pauline Marois avait l'assurance tranquille de celle à qui le pouvoir sied tout naturellement. Robe et escarpins noirs, veston violet, regard confiant, elle s'est assise bien droite sur son fauteuil, sous le regard bienveillant de son garde du corps et de son attachée de presse.

Pauline Marois ponctue ses réflexions sur la place des femmes dans la société d'un rire de survivante – un titre qu'elle revendique. «Oui, je suis une survivante!» dit la première ministre qui sait trop bien à quel point on peut être dur avec les femmes en politique.

Être féministe, c'est essentiellement vouloir l'égalité homme-femme, rappelle-t-elle. C'est de s'assurer que les femmes prennent leur place à côté des hommes, avec les hommes. «Pas pour les dominer, je n'ai jamais pensé ça. J'ai toujours pensé qu'on devait travailler de façon égalitaire.»

Mais à l'heure où le Québec est gouverné par une femme, le féminisme a-t-il toujours sa raison d'être? demandent certains (et même certaines). La Journée de la femme est-elle toujours pertinente? «Oui, oui, oui!» dit Pauline Marois, sans l'ombre d'une hésitation. Ce ne serait pas pertinent si on était à parfaite égalité entre

les hommes et les femmes. Si le revenu moyen des femmes était le même que celui des hommes. Si on pouvait accéder aux mêmes postes, alors que cela devrait se faire naturellement, sans qu'il y ait un effort peut-être supplémentaire qui soit fait...»

Bref, nous sommes à quelques «si» de l'égalité. Et puis, plus dramatique encore, il y a la violence, souligne la première ministre. «La violence à l'égard des femmes est un phénomène beaucoup plus important que la violence à l'égard des hommes – même s'il y en a, je sais.»

Pauline Marois dit «essayer» d'être féministe en tout temps. «Ça ne veut pas dire que je réussis parfaitement», concède-t-elle. Entre les principes et leur application au quotidien, il y a parfois un pas. «Par exemple, j'aimerais avoir un Conseil des ministres paritaire, dit-elle. Mais bon... Parfois les circonstances ne le permettent pas.»

Être féministe, c'est essentiellement vouloir l'égalité homme-femme, rappelle Pauline Marois. C'est de s'assurer que les femmes prennent leur place à côté des hommes, avec les hommes. «Pas pour les dominer, je n'ai jamais pensé ça. J'ai toujours pensé qu'on devait travailler de façon égalitaire.»

Je rappelle à la première ministre qu'au rythme où vont les choses, si on attend que les circonstances le permettent, il faudra 25 ans avant d'obtenir la parité à l'Assemblée nationale... Au palmarès de l'égalité dans les parlements, le Québec est au 21^e rang, tout juste à côté du Népal, avec seulement un tiers de femmes. Ne faudrait-il pas donner un petit coup de pied à l'histoire en obligeant les partis à avoir des listes paritaires?

Pauline Marois soupire. Elle avoue être «un peu tiraillée» sur cette question. Elle semble agacée quand je lui dis que l'ex-premier ministre Jean Charest s'est peut-être montré plus féministe qu'elle, lui qui a réussi à avoir un Conseil des ministres paritaire sans y être contraint. Elle y voit avant tout de l'opportunisme. «Je vous ferai remarquer qu'il l'a fait quand il était minoritaire, dit-elle. Aussitôt qu'il a été majoritaire, il l'a changé.»

La parité dans le comité de direction du Parti québécois, Pauline Marois veut bien. La parité exigée dans les conseils

d'administration des sociétés d'État, elle est d'accord aussi. Mais la première ministre est plus réticente quand il est question d'exiger des listes électorales paritaires et des quotas. Comme bien des politiciennes, elle se dit «un peu mal à l'aise» avec ce genre de mesures musclées. C'est un peu compliqué dans le système parlementaire de type britannique qui est le nôtre, dit-elle. «En plus, dans ma formation politique, pensez-vous que je sois capable d'imposer des candidates dans des comtés?»

Pauline Marois dit l'avoir fait à quelques reprises. Elle ne l'a pas regretté. Mais elle n'est pas certaine que les moyens coercitifs soient nécessairement la façon d'atteindre la parité. «Je crois que ça va finir par débloquer. On va finir par réfoncer le plafond de verre. Plus on va être nombreuses à y être, plus on va envoyer justement le message que c'est possible de concilier famille et travail.»

changements dans les mentalités, de répartition égalitaire des tâches dans le couple. «Si je n'avais pas eu ce partage des tâches, probablement que je n'aurais pas fait ce que j'ai fait.»

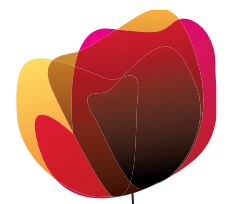
La sous-représentation des femmes en politique, Pauline Marois l'explique aussi par le fait que les femmes ont peur du pouvoir et manquent de confiance. «J'ai fait beaucoup de démarches pour que les femmes se présentent. Immanquablement, chaque fois que j'approche une femme qui n'a pas d'expérience en politique, elle me dit: "Est-ce que tu crois que je vais être capable?" J'approche un gars, il me dit: "Ah! C'est une bonne idée!"»

Ce manque de confiance est probablement lié au fait que, jusqu'à tout récemment, les femmes étaient presque absentes de la sphère publique, croit la première ministre. Leur leadership, elles l'exerçaient surtout dans la sphère privée.

Son souhait pour le 8 mars? «Que les femmes puissent se faire confiance.» Car selon elle, elles font souvent de meilleures dirigeantes. Elles reconnaissent davantage leurs erreurs. Elles consultent davantage. Elles sont plus à l'écoute. Elles ont un moins gros ego. Elles sont souvent plus studieuses. Elles prennent moins de risques, mais font de meilleurs calculs...

Pour les attirer, il faut assainir et humaniser davantage la politique, croit la première ministre. Faire comprendre que la politique est «le plus grand service qu'on puisse rendre à la collectivité», une façon de «prendre soin du monde» et même de le changer. «Je pense que les femmes ont encore cette préoccupation au quotidien d'améliorer le sort de leurs enfants, de leur famille.»

Discours essentialiste et stéréotypé d'une autre époque? Peut-être. Mais la première ministre persiste et signe. «Même si c'est très traditionnel, ce que je dis là, je crois que cette préoccupation reste profondément ancrée chez nous.»



Enjeux

Ne manquez pas la suite de notre dossier sur les femmes d'influence, demain dans le cahier Enjeux.

« Célébrons la Journée
de la femme! »

Karine
Karine Vanasse
Actrice



©2013 Groupe Marcelle | *Source: AC Nielsen, Franchise BB N°1, tous canaux, en dollars, 4 semaines, se terminant le 12 janvier 2013.

Merci d'avoir fait de Marcelle la marque
BB Crème N°1 au Canada!

**AUJOURD'HUI
SEULEMENT**



ÉPARGNEZ 10\$

SUR TOUT ACHAT DE 25\$ OU PLUS
DÉTAILS À MARCELLE.COM

LA BEAUTÉ SANS COMPROMIS^{MC}

MARCELLE[®]

HYPO-ALLERGÈNE • NON PARFUMÉ

ACTUALITÉS

Applebaum sur l'écran radar de l'UPAC dans deux dossiers

L'escouade Marteau s'intéresse à un contrat de déneigement depuis 2010

EXCLUSIF

FABRICE DE PIERREBOURG

Le maire intérimaire de Montréal, Michael Applebaum, est non seulement depuis peu sur l'écran radar des enquêteurs de l'Unité permanente anticorruption (UPAC) pour un dossier de dézonage, mais aussi depuis plusieurs mois pour des allégations d'irrégularités entourant un contrat de déneigement dans son arrondissement, a appris *La Presse*.

En janvier dernier, *La Presse* et *Le Devoir* ont annoncé que l'UPAC et la commission Charbonneau s'intéressaient à Michael Applebaum et au rôle qu'il aurait pu jouer dans des dézonages impliquant des



Michael Applebaum

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

proches de la mafia dans son arrondissement. Le maire a alors nié être dans la ligne de mire des policiers.

Or, selon nos informations, les policiers du Service des enquêtes sur la corruption (escouade Marteau) de la

Sûreté du Québec enquêtent aussi depuis l'hiver 2010 sur le paiement par son arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, à la suite d'une résolution qu'il a appuyée, mais contre l'avis de deux cadres de son

administration, d'une somme de 99 845 \$ à la firme de déneigement CMS Entrepreneurs généraux inc.

Cette somme correspondait à une facture d'heures de location d'équipement avec chauffeurs sur le terrain de la chute à neige Saint-Pierre, sous l'échangeur Turcot, entre le 10 décembre 2008 et le 5 février 2009.

Or, la facture de CMS aurait été présentée sans être accompagnée des « billets d'outillage » réglementaires recensant le nombre d'heures réellement travaillées et obligatoirement approuvés par un contremaître de l'arrondissement.

Soupçonnant une fraude, les dénonciateurs auraient refusé de remplir ces billets

a posteriori sur la foi de données fournies par l'entrepreneur, qui avait aussi obtenu la part du lion du déneigement des rues de l'arrondissement.

Malgré leurs réticences, la somme a tout de même été versée à cette entreprise après l'adoption, le 29 septembre 2009, d'une résolution du conseil d'arrondissement, à la suite d'une proposition du conseiller Marcel Tremblay, frère de Gérald Tremblay, appuyée par Michael Applebaum, comme l'indique le procès-verbal.

Plainte adressée à Gérald Tremblay

Dans les mois précédents, des employés de l'arrondissement avaient écrit personnellement à Gérald Tremblay, alors maire de Montréal, pour dénoncer l'administration Applebaum. Les auteurs de la lettre, que *La Presse* a obtenue, alléguaient que M. Applebaum et deux directeurs de l'arrondissement, dont celui des travaux publics, auraient fait pression sur les fonctionnaires pour qu'ils annulent les amendes de 80 000 \$ imposées à CMS pour diverses infractions, « au motif », aurait-il été dit, que son dirigeant est « un bon contributeur du parti ».

La lettre avait été reçue le 14 mai 2009, comme le démontre un cachet du « Cabinet du maire et du comité exécutif », puis transmise à la direction de l'arrondissement.

« Cette semaine, un superviseur de l'UPAC a assuré à M. Applebaum qu'il n'y avait aucun dossier ouvert sur lui, et nous avons des raisons de croire qu'il n'y en a jamais eu dans le passé », a martelé hier son attaché de presse, Jonathan Abecassis, en réaction à ces nouvelles informations obtenues par *La Presse*.

« Cette semaine, un superviseur de l'UPAC a assuré à M. Applebaum qu'il n'y avait aucun dossier ouvert sur lui. »

— Jonathan Abecassis, attaché de presse de Michael Applebaum

Il ajoute que ce dossier, qu'il connaît bien et qui a pour origine selon lui « deux cadres frustrés », n'a jamais été évoqué lorsque les policiers de l'UPAC ont rencontré le maire lors de la perquisition du 19 février à l'hôtel de ville. Et personne dans l'arrondissement, selon ses informations, n'aurait encore été interrogé par les policiers.

Pourtant cette enquête est toujours active, indiquent nos sources.

CMS n'a pas rappelé *La Presse*.

Vente de terrains

Par ailleurs, l'émission *Enquête* de Radio-Canada a affirmé cette semaine que le dossier de changement de zonage sur lequel l'UPAC enquêterait concernerait un vaste terrain divisé en deux lots acquis en 2003 par le promoteur Lee Lalli, à l'angle du boulevard Décarie et du chemin de la Côte-Saint-Luc. Un terrain convoité par Tony Maggi, proche de la mafia, selon la police. C'est Vito Rizzuto qui aurait arbitré ce différend.

Enfin, Lalli a emporté la mise. Il a revendu le lot principal, payé 1,8 million, six jours plus tard pour 2 millions et le lot restant, stationnement acquis au coût de 50 000 \$, en 2006 pour 1,5 million.

Lee Lalli, aussi organisateur d'une soirée de financement d'Union Montréal à la Cantina en 2003, aurait, selon ses dires, été informé par Michael Applebaum d'un projet de construction d'un hôtel de ville en partenariat public-privé (PPP) sur l'un des deux terrains.

« L'arrondissement avait envisagé la construction d'une mairie en 2001, explique M. Abecassis. Ce lieu était sur la liste des sites potentiels, mais il a été écarté, à cause de la limitation à deux étages, de la taille restreinte du stationnement et surtout pour l'investissement que cela représentait. Mais jamais le maire n'a informé M. Lalli. »

Le cabinet du maire regrette surtout que l'UPAC n'ait pas répondu favorablement à sa demande de sortir publiquement pour « blanchir la réputation de M. Applebaum » et nier le fait qu'il soit visé par une enquête.

PROMOTION

nouveau TRI-CÉPHAL

N'essayez pas de comparer le TRI-CÉPHAL à un autre oméga-3 lisez ceci! Vous verrez, il possède, EN PLUS, cet acide gras polyinsaturé, l'ALA (l'alpha linoléique) qui est un oméga-3, essentiel et indispensable à la santé et qui fait de TRI-CÉPHAL un produit haut de gamme, à l'adresse de votre cœur, votre cerveau, vos artères.

Achetez une boîte et recevez la deuxième GRATUITEMENT!

En vigueur du 9 au 14 mars 2013.

Jusqu'à épuisement des stocks.

Le TRI-CÉPHAL est un programme TRI-ACTIF...TROIS FOIS INTELLIGENT avec ses trois poly-insaturés. Oui, Trois poly-insaturés le ALA - l'EPA - et le DHA. Le TRI-CÉPHAL se différencie et se distingue des autres par l'alpha-linoléique (ALA) à plusieurs doubles liaisons. Un cadeau de la mer. TRI-CÉPHAL, TRI-OMÉGA-3. (Anciennement appelé VITAMINE F. ... F comme fondamental)

Il y a les grands crus comme TRI-CÉPHAL et plusieurs autres sans l'ALA dans les gélules. TRI-CÉPHAL, une combinaison gagnante avec ses trois oméga-3 et un ratio entre ALA - EPA - DHA d'une importance capitale.

On connaît les bienfaits des oméga-3 dans les huiles de poisson, mais il faut savoir que plusieurs poissons ne possèdent pas ou presque pas de ALA, un oméga-3 qui a son importance pour votre santé. Nous avons donc sélectionné dans TRI-CÉPHAL des huiles de poisson qui possèdent une grande quantité de ALA.

Vous verrez, les poissons sélectionnés riches en ALA vous apportent ce quelque chose de plus pour vos artères, votre cœur et vos fonctions cognitives c'est ce qui fait la grande spécialité de TRI-CÉPHAL. Bio-Actif^{MD} a réussi à stabiliser un pourcentage minimum de 8 % de ALA extrêmement efficace concentré dans chaque gélule, véritable bombe d'oméga.

Chaque gélule, couleur or est protégée dans une alvéole. Le tout présenté dans une boîte en or parce que le produit est en or. C'est votre choix, libre et informé.



www.bio-actif.com

Disponible aux endroits suivants:

Espace Santé Beauté
Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon Est, Montréal
514 279-3709

Espace Santé Beauté
Johanne Verdon
2750, Chemin Ste-Foy, bur. 109, QC
418 656-1266

Vitavie au naturel
5455, boul. des Forges,
Trois-Rivières
Commandes postales :
819 378-7777
Ligne sans frais : 1 877 511-3368

Espace Santé Beauté
Johanne Verdon
1600, Le Corbusier (Centre Laval)
450 688-5455

Espace Santé Beauté
Johanne Verdon
341-A, boul. St-Joseph, Gatineau
819 770-3645

Boutique Luc Mathieu
2622, rue King Ouest
À l'arrière de l'édifice 2630
Sherbrooke
819 823-3322

Néo-Santé
495, rue St-Georges, St-Jérôme
450-436-5548

Espace Santé Beauté
Johanne Verdon
127-A, boul. Des Promenades,
St-Bruno
450 653-6009

Espace Santé Beauté
Johanne Verdon
Galeries Rive-Nord
100, boulevard Brien, Repentigny
450 657-2032

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale ouest, Magog
819 868-3368

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy, Lévis
418 833-5933

Vitavie au naturel
3333, du Carrefour Promenade,
Beaumont
418-667-0070

SANTÉ EN DIRECT
Ligne ouverte avec
Johanne Verdon
Sur les ondes de CJLV 1570 AM et
CJMS 1040 AM samedi et dimanche
de 8h à 11h
En rediffusion :
CJMS 1040 AM mardi et jeudi de
9h à 10h, CJLV 1570 AM mercredi
de 11h à 12h
450-680-1570 1-866-895-3142

Ferti 2000: commandes postales
Tél.: 514 272-1365
Ligne extérieure: 1 800 272-1365
lundi au vendredi: 9h à 17h
Samedi et Dimanche: 8h30 à 17h

1000\$	1000\$
500\$	500\$
100\$	100\$
1,60\$	1,60\$
8,01\$	16,03\$

Si votre solde quotidien moyen est de :
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :
*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 799\$ avant taxes pour les meubles et accessoires de décoration sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum ou de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le versement mensuel est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du débiteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Offres en vigueur du lundi 4 mars au dimanche 10 mars 2013. Quantité limitée sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. Non valable aux Galeries du sommeil. Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin. * Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.



Brault & Martineau
Pour le meilleur et pour le prix

La plus grande vente de l'année!

TOUS les mobiliers de salon sont réduits!

Mobilier de salon inclinable
De style transitionnel, assises en microfibre taupe, côtés en polyuréthane brun
Livraison gratuite

- Causeuse inclinable **11,98 \$*/mois ou 599 \$**
- Fauteuil inclinable **9,18 \$*/mois ou 459 \$**
- Meuble audio/vidéo **5,58 \$*/mois ou 279 \$**
- Table de bout **5,18 \$*/mois ou 259 \$**
- Ensemble de 3 tables de centre **119 \$**
- Lampe de table **119 \$**
- Lampe de plancher **159 \$**
- Tapis 160 x 231 cm (63 x 91 po) **5,98 \$*/mois ou 299 \$**

Prix réduit à **1398\$*/mois** OU **699\$**
Sofa inclinable

Fauteuil d'appoint
De style moderne, recouvert de polyuréthane de couleur marron
Livraison gratuite

- Table d'appoint **139 \$**

Prix réduit à **149\$**

Mobilier de salon modulaire
De style moderne, avec 2 coussins décoratifs
Livraison gratuite

- Coussin **29 \$ ch.**
- Lampe de plancher **189 \$**
- Lampe de table **139 \$**

Prix réduit à **1398\$*/mois** OU **699\$**
3 mcx

Mobilier de salon modulaire
De style moderne, pattes chromées, assises recouvertes d'un polyuréthane blanc
Aussi disponible en configuration inversée
Livraison gratuite

Prix réduit à **1798\$*/mois** OU **899\$**
2 mcx

Mobilier de salon
De style transitionnel, recouvert de cuir
Livraison gratuite

- Causeuse **18,98 \$*/mois ou 949 \$**
- Fauteuil **13,98 \$*/mois ou 699 \$**
- Table de centre **5,58 \$*/mois ou 279 \$**
- Table de bout **5,18 \$*/mois ou 259 \$**
- Lampe de table **109 \$**
- Lampe de plancher **129 \$**
- Cadre **159 \$**

Prix réduit à **1998\$*/mois** OU **999\$**
Sofa

Mobilier de salon modulaire
De style moderne, assises en cuir laminé noir résistant, pattes chromées
Aussi disponible en configuration inversée
Livraison gratuite

Prix réduit à **2598\$*/mois** OU **1299\$**
2 mcx

JUSQU'À 400\$ EN REMISE INSTANTANÉE SUR LES MOBILIERS DE CHAMBRE* ET DE CUISINE*

Mobilier de chambre
De style contemporain
Livraison gratuite

- Commode 5 tiroirs **8,86 \$*/mois ou 319 \$**
- Armoire **9,42 \$*/mois ou 339 \$**
- Ensemble de housse grand lit 3 morceaux **139 \$**

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit, tête, pied et côtés de lit

Remise de **300\$**
Prix réduit à **2775\$*/36 mois** OU **999\$**
après remise instantanée

Mobilier de cuisine
De style contemporain, dessus de table en verre fumé, table de 99 x 168 cm (39 x 66 po)
Livraison gratuite

Comprend : 1 table et 4 chaises

Remise de **360\$**
Prix réduit à **1664\$*/36 mois** OU **599\$**
après remise instantanée

50 versements sans intérêt* jusqu'en mai 2017 sur les mobiliers de salon

LE Plan BM™ **NOUVEAU! Service de livraison flexible et gratuit**
► Maintenant Plage horaire de 4 heures

ÉDUCATION

Les négligés du Sommet

Les étudiants à temps partiel subissent l'indexation sans avoir accès aux bourses

EXCLUSIF

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Les étudiants à temps partiel, bien souvent des femmes à revenus modestes, apparaissent comme les laissés-pour-compte du Sommet sur l'enseignement supérieur du gouvernement Marois.

Comme les autres, ils subissent une hausse de 3 % par année des droits de scolarité et des frais afférents. Mais ils n'ont accès à aucune bourse, seulement à un programme de prêts qui n'a pas été bonifié à l'issue du Sommet de la semaine dernière. Ils se retrouvent même à payer pour rendre plus généreuse l'aide financière des autres étudiants.

« On sort déçu du Sommet », laisse tomber Denis Sylvain, président de la Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP). Il déplore le peu d'attention accordée au sort des 75 000 étudiants à temps partiel à l'université. Ces étudiants suivent le plus souvent une formation professionnelle pour décrocher un certificat. Ils ont un, deux



PHOTO ISABELLE PION, ARCHIVES LA VOIX DE L'EST

Les étudiants à temps partiel, qui sont des femmes dans une proportion de 80 %, ont des revenus de 10 000 \$ à 13 000 \$ par année.

ou trois cours par trimestre. Ce sont des femmes dans une proportion de 80 %. Ils sont âgés de 32 ans en moyenne.

Depuis 2002, ces étudiants ont accès, à certaines conditions, à un programme de prêts couvrant les droits de

scolarité, le matériel scolaire et les frais de garde, s'il y a lieu. Ce programme, peu connu, a coûté un peu plus

de 2 millions de dollars en 2006-2007, selon les statistiques les plus récentes. Un peu plus de 3600 étudiants ont soumis une demande cette année-là. De ce nombre, près de 2000 étudiants ont pu bénéficier du programme, deux fois plus qu'en 2002. Ils ont des revenus de 10 000 \$ à 13 000 \$ par année.

Lors du Sommet, le gouvernement Marois n'a annoncé aucune bonification de ce programme en vue d'y ajouter l'attribution de bourses, par exemple.

Une hausse des prêts est « la seule chose à laquelle on peut vraiment s'attendre. Ça veut dire plus d'endettement pour ces étudiants », affirme Denis Sylvain.

Il dénonce une autre injustice. Une part des droits de scolarité payés par l'ensemble des étudiants sert à financer le régime de prêts et bourses. Les étudiants à temps partiel versent entre 6 et 8 millions de dollars par année à ce régime. Or, seulement 2 millions servent à financer le programme de prêts auquel ils ont accès. Le reste de la cagnotte va au financement des prêts et bourses des étudiants à temps plein. « On nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour bonifier notre régime et accorder des bourses. Mais l'argent va pour d'autres étudiants, ceux à temps plein », déplore Denis Sylvain.

Autre mauvaise nouvelle à ses yeux: le taux du crédit d'impôt non remboursable pour droits de scolarité est réduit de 20 % à 8 %. Le gouvernement Marois a adopté cette mesure pour financer des bonifications au régime de prêts et bourses auquel essentiellement les étudiants à temps plein ont droit.

« On nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour bonifier notre régime et accorder des bourses. Mais l'argent va pour d'autres étudiants, ceux à temps plein. »

— Denis Sylvain, président de la FAEUQEP

Par exemple, Québec augmente à 45 000 \$ le seuil de contribution parentale dans le calcul de l'aide financière aux études, ce qui permettra de verser plus de bourses. Or, « les étudiants à temps partiel sont des personnes autonomes, et qui ont souvent des enfants », souligne M. Sylvain. Dans leur cas, c'est plutôt une « contribution du conjoint » qui entre dans le calcul de l'aide financière. Et cette contribution n'a pas changé à l'issue du Sommet, note M. Sylvain.

Le gouvernement Marois a également annoncé la création d'un chantier de travail afin de bonifier l'aide financière aux études de 25 millions de dollars par année. La Fédération a demandé de participer au chantier, mais elle n'a eu aucune réponse jusqu'ici. Selon Denis Sylvain, la première ministre Pauline Marois a montré « une ouverture pour traiter du dossier des étudiants à temps partiel. Mais pour l'instant, il n'y a rien. On ne nous a pas confirmé que, dans la bonification de l'aide financière, il y aurait une partie pour les temps partiels ».

Le sort de ces étudiants n'est « pas nécessairement prioritaire pour le gouvernement et les établissements », ajoute-t-il. Il signale que leur rapport de force n'est pas le même que celui des étudiants à temps plein. « Ils travaillent à temps partiel, parfois à temps plein au salaire minimum, ils ont une famille... Ils n'ont pas le temps de manifester », souligne-t-il. « On pense souvent que les étudiants à temps partiel sont des travailleurs qui ont les moyens. Mais ce n'est pas vrai dans tous les cas. Comme les jeunes, on a certaines problématiques. Il y en a aussi, des défavorisés, dans les temps partiels. »

**AUJOURD'HUI
ENTRÉE GRATUITE
POUR LES FEMMES!**

POUR LA
RÉNO
JE VOIS

**DU 8 AU 17
MARS**

PLACE BONAVENTURE

LÀ OÙ LES IDÉES PRENNENT FORME

RE/MAX PRÉSENTE
N°1 DEPUIS 30 ANS
**SALON NATIONAL DE
L'HABITATION**

EN COLLABORATION AVEC
BANQUE LAURENTIENNE

TROUVEZ CONSEILS, ÉCONOMIES ET NOUVEAUTÉS AUPRÈS DE 500 EXPOSANTS
EN DÉCORATION | RÉNOVATION | AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

100% IMMO

**L'ÉVÈNEMENT 100%
CONDO
MAISON
HABITAT**

Découvrez 80 projets immobiliers neufs du Grand Montréal et inspirez-vous en aménagement des petits espaces avec le micro-condo contemporain à visiter conçu par Groupe Quorum en collaboration avec JC Perreault.

COUPS DE CŒUR BANQUE LAURENTIENNE

Une foule de nouveautés coups de cœur, des innovations pratiques et spectaculaires provenant de nos exposants et réunies en une seule vitrine.

JOURNÉE DE LA FEMME TELUS

TELUS offre l'entrée gratuite aux 5000 premières femmes à se présenter à la billetterie de la Place Bonaventure et BMR vous offre un sac-cadeau!

BMR TELUS

**ACHETEZ
EN LIGNE ET
ÉCONOMISEZ**

3\$

une gracieuseté de **Sears**

DE PLUS, NE MANQUEZ PAS:

CASABUBBLE « VIVRE DANS UNE BULLE » | JARDINS LADOUCEUR « LA NATURE SUR MON TOIT »
L'ESPACE BMR | THÉÂTRE RE/MAX UNE COLLABORATION DE CANAL VIE | L'ATELIER DU GRIL
JC PERREULT | ESSAI ROUTIER TOYOTA | TENDANCES EN ÉLECTROS ET MOBILIER MAISON ETHIER
VITRINE DES NOUVEAUTÉS INTERNATIONALES | LE PAVILLON DE L'HABITATION NEUVE DE L'APCHQ
TENDANCES EN OUTDOORING

**SATISFACTION GARANTIE
OU ARGENT REMIS*** Tous les détails à **salonnationalhabitation.com**

PARTENAIRES MÉDIAS: LA PRESSE, idées maison
PARTENAIRES: CASABUBBLE, Ladouceur, BMR, JCPerreault, Trévi, ÉTHIER, TOYOTA, APCHQ

Le Salon national de l'habitation est un événement de MARKETPLACE EVENTS et une production EXPO MÉDIA MARKETPLACE|EVENTS EXPO MÉDIA

Québec remet en question l'anglais au début du primaire

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Les écoles primaires ne sont plus obligées de donner l'enseignement intensif de l'anglais en 6^e année d'ici septembre 2015, a annoncé la ministre de l'Éducation, Marie Malavoy, hier. Elle remet aussi en question l'enseignement de l'anglais en 1^{re} et 2^e année.

Le gouvernement Charest avait «décrété de façon autoritaire» et «précipitée» l'obligation d'offrir l'anglais intensif pour 2015-2016, a soutenu M^{me} Malavoy en conférence de presse. C'est selon elle une «cible irréaliste» qui ne tenait pas compte des différentes réalités régionales et qui engendrait toutes sortes de «difficultés», notamment dans l'organisation des matières. La ministre «lève cette obligation» pour «mettre un frein important» au programme.

Elle laisse toutefois aux conseils d'établissement des écoles la décision d'offrir ou non un enseignement intensif de l'anglais. Cette année, un peu plus de 12 % des écoles offrent ce programme.

Marie Malavoy donne un contrat – dont la valeur est inconnue – à l'École nationale d'administration publique (ENAP) pour dresser le bilan de ce programme dans les établissements qui l'offrent. Elle veut connaître son impact sur les élèves dans les autres matières.

L'anglais au premier cycle

Mais il y a plus: elle demande à l'ENAP «d'évaluer la pertinence de maintenir l'enseignement de la langue seconde en 1^{re} et 2^e année du primaire». C'est aussi une mesure introduite par le gouvernement Charest.

«C'est une préoccupation importante pour nous. Le

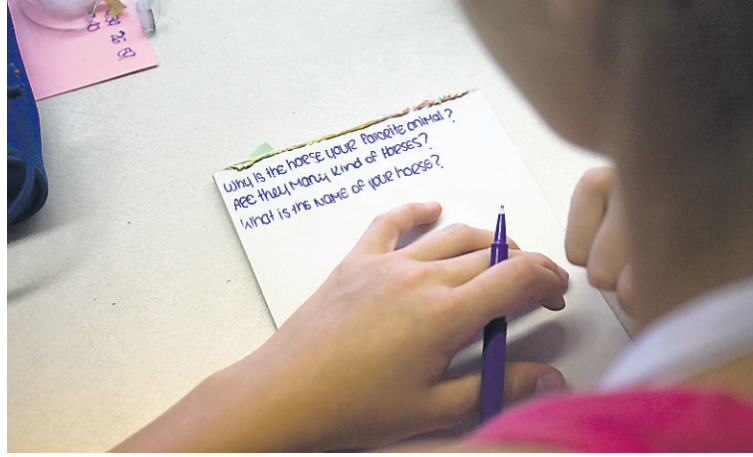


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Les conseils d'établissement des écoles décideront dorénavant d'offrir ou non l'enseignement intensif de l'anglais en 6^e année.

Parti québécois a toujours été critique par rapport à l'introduction de la langue seconde au tout début du primaire. Et avant de décider si on fait quelque chose ou pas, je demande à l'ENAP de faire un bilan de

ce que cela donne», a expliqué M^{me} Malavoy. Le rapport est attendu à l'automne.

Québec se donne toujours comme objectif que les élèves à la fin du secondaire soient en mesure de s'exprimer en

anglais «avec aisance» et de le comprendre «sans difficulté». Mais la ministre n'a annoncé aucune nouvelle mesure pour l'atteindre. Elle a fait valoir que «l'apprentissage d'une langue seconde est une richesse dans la société d'aujourd'hui, mais la maîtrise de sa langue maternelle est bien évidemment prioritaire».

Réactions du milieu scolaire

La Fédération des comités de parents et la Fédération des commissions scolaires ont salué la décision du gouvernement. La Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et la Fédération autonome de l'enseignement sont insatisfaites, car elles estiment que le gouvernement aurait dû interdire aux écoles d'adopter l'apprentissage intensif de l'anglais le temps que l'analyse de l'ENAP soit achevée.

La députée libérale Francine Charbonneau accuse le gouvernement d'«abandonner les parents et les enfants» qui souhaitent un apprentissage intensif de l'anglais «pour satisfaire l'aile radicale du Parti québécois». Pour la députée caquiste Nathalie Roy, le gouvernement a bien fait de renoncer au «mur à mur» et de laisser aux écoles le soin de retenir ou non l'enseignement intensif.



vw.ca

Ne craignez pas la voie rapide.

Pour commencer, nous avons pris la très élégante Jetta, déjà si amusante à conduire, et l'avons rendue encore plus aérodynamique. Ensuite, nous l'avons équipée de nos technologies BlueMotion les plus novatrices, comme un puissant groupe motopropulseur hybride turbocompressé qui comprend un moteur TSI de 1,4 L et qui développe 170 chevaux combinés ainsi qu'une puissance de dépassement de 184 lb-pi de couple. Le résultat? La Jetta hybride turbocompressée. Une voiture qui prouve que les hybrides ne sont pas toutes pareilles.

LA JETTA HYBRIDE TURBOCOMPRESSÉE.



Das Auto.

ACTUALITÉS

Le « bon Jack »... in English only!



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Sans le Québec, il n'y aurait pas eu de vague orange au printemps 2011. Pas d'engouement phénoménal pour Jack Layton, le « bon Jack » comme on disait familièrement ici, et, donc, vraisemblablement pas de film biographique sur lui. Pourtant, CBC présentera dimanche le film *Jack*, dont il n'existe pas de version française et qui occulte les principaux aspects de la percée historique du Nouveau Parti démocratique (NPD) au Québec.

Le film *Jack* a été présenté cette semaine à des députés du NPD, à des membres de la famille et de l'entourage de Jack Layton et aux artisans du film lors de projections privées à Ottawa, Toronto et Winnipeg, mais pas à Montréal, ville natale de l'ancien chef du NPD et épicerie de la fameuse vague orange. Évidemment, il aurait été un peu gênant de présenter un tel film en anglais au Québec.

Grand moment d'émotion chez ceux qui l'ont connu et aimé, mais aussi moment de malaise pour les francophones qui ne s'expliquent pas vraiment pourquoi la version

française de *Jack* n'existe pas. Difficile à comprendre, en effet. Malgré de nombreux coups de téléphone au cours des derniers jours, je n'ai pas obtenu de réponse claire.

Au départ, il y a environ un an, la maison torontoise de production Pier 21 a pris contact avec la veuve de Jack Layton, la députée Olivia Chow, pour lui présenter le projet de film et s'assurer de sa collaboration, ce qu'elle a accepté avec enthousiasme, conseillant les acteurs qui personnifient Jack et elle-même, révélant des détails de la vie de son défunt mari et donnant des vêtements (de Jack et d'elle) et même la fameuse canne devenue symbole de détermination de l'ex-chef du NPD pendant la campagne de 2011.

Très tôt, CBC (Radio-Canada anglophone) s'est engagée dans le projet, devenant coproducteur et, évidemment, diffuseur attiré, mais il semble que sa frangine francophone, Radio-Canada, n'a jamais été dans le coup.

Le film sortira donc dimanche, *in English only*, et il y aura peut-être un jour, dans plusieurs mois, une version

française puisque le service des acquisitions de Radio-Canada est « en train d'évaluer le projet » et achètera peut-être les droits de diffusion, indique le porte-parole de la télé publique, Marc Pichette.

Pourquoi ne pas avoir participé depuis le début, avec la CBC, ce qui aurait permis de tourner dans les deux langues (comme on l'avait fait pour la télé-série sur René Lévesque), d'enrôler quelques acteurs francophones (il n'y en a aucun dans le film!) et d'insuffler un peu de réalité québécoise, qui manque cruellement dans ce produit *canadian*?

achète les droits pour une version française.

Au NPD, on dit s'être volontairement tenu à distance de ce projet privé, qui ne pouvait être perçu comme une œuvre partisane, même si M^{me} Chow s'est personnellement beaucoup impliquée.

« Nous avons toutefois exprimé clairement que nous souhaitions une version française dès le départ », précise Karl Bélanger, ancien porte-parole, conseiller et ami de Jack Layton.

N'étant pas critique de cinéma, je laisserai à d'autres le soin de critiquer les quali-

un premier mot en français (« merci! », lancé par Jack).

La conquête du Québec, dans le film, se limite à une visite de M. Layton dans la circonscription de Gilles Duceppe, au milieu d'une forêt de pancartes orange. Par ailleurs, le film insiste sur l'émotion du clan Layton, lors de cette visite à Montréal, devant un sondage qui place le NPD deuxième au Canada alors que la vraie bombe de la campagne, c'était plutôt le sondage CROP qui plaçait soudainement le NPD devant le Bloc!

Ce que ce film dit, bref, c'est que Jack Layton était un héros canadien, ce qui confirme en quelque sorte la théorie de la percée accidentelle du NPD au Québec. Ce film aurait pu être le récit d'une formidable rencontre entre un grand leader d'un parti profondément canadien et les Québécois, mais il ne fait qu'ajouter, par son scénario et sa distribution, un autre chapitre à l'interminable histoire des deux solitudes.

Depuis quelques jours, il y a un grand débat au Canada anglais pour savoir s'il n'est pas trop tôt, moins de deux ans après la mort de M. Layton, pour faire un film sur lui. Rien, toutefois, sur le fait qu'il n'existe qu'une version anglaise, que le film est pauvre en contenu québécois et produit en collaboration avec la télévision d'État. *Who cares?*

Je me demande ce que le bon Jack en penserait.

Ce que ce film dit, c'est que Jack Layton était un héros canadien, ce qui confirme en quelque sorte la théorie de la percée accidentelle du NPD au Québec.

« Nous n'avons pas été joints pour ce projet, je ne sais pas pourquoi », dit simplement Marc Pichette. Pourtant, les producteurs ont acheté les droits pour des scènes réelles du passage de Jack Layton à *Tout le monde en parle*, un moment fort de sa percée au Québec.

Du côté du producteur, Margaret Sirotich affirme qu'il est fréquent, dans l'industrie, de produire en anglais seulement et d'attendre, selon la réaction du marché, qu'un diffuseur francophone se manifeste et

tés artistiques de *Jack*, mais l'absence de touche québécoise se fait lourdement sentir. Le rôle de Karl Bélanger, par exemple, rare francophone dans l'entourage de M. Layton (qui exigeait d'ailleurs que son attaché lui parle en français), a été confié à un acteur unilingue anglophone, ce qui aseptise complètement la relation entre les deux hommes et occulte l'importance du Québec aux yeux de l'ex-chef du NPD.

En fait, il faut attendre 40 minutes pour entendre

Directeur parlementaire du budget

La bibliothécaire parlementaire assurera l'intérim

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le gouvernement Harper a annoncé hier que la bibliothécaire parlementaire Sonia L'Heureux allait occuper

le poste de directeur parlementaire du budget par intérim, en attendant de trouver un remplaçant à Kevin Page.

On sait peu de choses de M^{me} L'Heureux, sinon qu'elle occupe

son poste depuis juin seulement et qu'elle a auparavant eu divers emplois au sein de la fonction publique, qui semblaient plus ou moins liés à l'analyse budgétaire. Elle est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en économie de l'Université de Montréal.

On ignore combien de temps elle restera en poste. Par le passé, le gouvernement a confirmé de manière permanente plusieurs de ses nominations faites sur une base intérimaire.

Le leader du gouvernement à la Chambre des communes, Peter Van Loan, a fait cette annonce en début de soirée, hier, quelques heures après avoir publié un avis de poste vacant sur le site web de la Chambre des communes pour pourvoir celui que M. Page doit quitter à la fin du mois.

Description de tâches

Les critères de sélection compris dans cette offre d'emploi rappellent plusieurs des critiques formulées par les conservateurs à l'égard de l'actuel directeur parlementaire du budget (DPB), qui a été pour eux une véritable épine dans le pied.

Ainsi, le prochain DPB devra avoir de l'expérience pour « l'obtention d'un consensus sur des questions complexes auprès de divers intervenants ayant des objectifs concurrents », peut-on lire dans le document. Il devra pouvoir « fournir aux parlementaires des conseils et un appui impartiaux », être capable « d'établir et d'entretenir des rapports constructifs avec les décideurs principaux » et ses qualités personnelles devraient inclure le « tact » et la « discrétion ».

C'est le gouvernement Harper lui-même qui a créé le poste de DPB en 2006. Le mandat de M. Page a été marqué par de nombreux affrontements avec ce même gouvernement. Il a multiplié les rapports dans lesquels il a contredit les prévisions budgétaires du gouvernement, notamment sur le coût de l'acquisition des F-35.

Kevin Page a aussi déposé une poursuite en justice pour forcer Ottawa à faire preuve de plus de transparence quant aux impacts des compressions annoncées dans le dernier budget.

SALON DU VR 2013

TROUVEZ VOTRE VR DE RÊVE



DU 7 AU 10 MARS
MONTRÉAL, STADE OLYMPIQUE

Tout sous un même toit!

L'endroit idéal pour acheter, échanger ou louer votre VR de rêve. Vous pourrez y magasiner accessoires et services, et profiter de nombreuses conférences. C'est aussi l'emplacement rêvé pour explorer et trouver vos prochaines destinations vacances.

Organisé par **ACVRQ**
ASSOCIATION DES COMMERCIANTS
DE SERVICES EN VÉRITÉ

En collaboration avec **leclerc**
Distributeur AVIVA

SALONVR.COM



Concours PARTEZ EN SILVERADO

À GAGNER: un Chevrolet
Silverado LS 4x4 2013 à cabine allongée*

UNE GRACIEUSITÉ DE **CHEVROLET**

Pour participer, visitez l'espace Chevrolet au Salon du VR^{MC}
de Montréal ou de Québec.

* Aucun achat requis. Le modèle peut différer de celui illustré. Ouvert aux résidents du Québec âgés de 18 ans et plus seulement. Date limite de participation: 24 mars 2013. Date du tirage: 8 avril 2013. Détails à salonvr.com.

CONCOURS
La Touche
DAGENAIS

d PHILIPPE DAGENAIS
MOBILIER | DÉCORATION | CONSEILS

mobilierphilippedagenais.com

Courez la chance de
GAGNER un des 2 PRIX
de 3500\$ de Mobilier
Philippe Dagenais

RE/MAX PRÉSENTE
SALON NATIONAL DE L'HABITATION
N°1 DEPUIS 30 ANS



DU 8 AU 17 MARS
PLACE BONAVENTURE

salonnationalhabitation.com

Pour participer, déposez votre bulletin de participation dûment rempli dans l'une des boîtes du concours situées au Salon national de l'habitation ou complétez le bulletin de participation électronique au salonnationalhabitation.com/promotion-et-concours.

CONCOURS *La Touche* DAGENAIS BULLETIN DE PARTICIPATION

Nom: _____

Prénom: _____

Courriel: _____

N° de tél. - jour: _____

Question d'habileté mathématique: $(10 \times 2) - (10 + 5) =$ _____

OUI, JE DÉSIÈRE RECEVOIR LES OFFRES PROMOTIONNELLES DU SALON NATIONAL DE L'HABITATION ET DE SES PARTENAIRES.



Aucun achat requis. Ce concours s'adresse aux résidents du Québec seulement et est ouvert aux personnes de 18 ans et plus. Consultez le www.salonnationalhabitation.com pour le Règlement du concours La Touche Dagenais. Tirage le 3 avril 2013. Le gagnant doit répondre correctement à la question d'habileté mathématique.



À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

ES DESIGN ACCROCHEUR, OFFRE ALLÉCHANTE.

Les toutes nouvelles Lexus ES et ES hybride 2013

La toute nouvelle Lexus ES est un modèle de design et de performance. Ses lignes puissantes et raffinées vous invitent à prendre le volant où vous serez charmés par la maniabilité sophistiquée qui vous est offerte. Profitez aussi du rendement énergétique exceptionnel de la toute nouvelle Lexus ES hybride 2013 qui peut parcourir jusqu'à 1300 km avec un seul plein[‡].

Prix total de la Lexus ES 350 2013: 41 595 \$[†]

CRÉDIT À LA LIVRAISON DE **1 500 \$[^]** OFFERT.

En location pour
542 \$*

Acompte
0 \$*

Location ou financement
jusqu'à 48 mois
3,5 %

Les paiements incluent le crédit à la livraison de 1500 \$.



~Modèle avec groupe d'options illustré.

es en détails.ca

CONCESSIONNAIRES DE LA RÉGION DE MONTRÉAL

SPINELLI LEXUS LACHINE
spinellilexus.com
LACHINE 514 634-7171 • 1800 352-6111

GABRIEL LEXUS
lexusgabriel.com
SAINT-LAURENT 514 747-7777

PRESTIGE LEXUS
lexusprestige.com
BROSSARD 450 923-7777

SPINELLI LEXUS POINTE-CLAIRE
spinellilexus.com
POINTE-CLAIRE 514 694-0771 • 1877 694-0771

PARK AVENUE LEXUS SAINTE-JULIE
lexussaintejulie.com
SAINTE-JULIE 450 922-1833

LEXUS LAVAL
lexuslaval.ca
LAVAL 450 686-2710 • 1800 625-3987

[^]Un crédit à la livraison de 1500 \$ est offert à l'achat comptant, à la location ou au financement au détail de la nouvelle Lexus ES 350, modèles sfx «A» et «B» 2013 seulement. Ce crédit sera déduit du prix d'achat, de location ou de financement négocié après que les taxes aient été appliquées. Cette offre est d'une durée limitée et peut changer sans préavis. [‡]Distance de 1300 km parcourue avec un réservoir plein selon une consommation sur route de 5,1 L/100 km pour une Lexus ES 300 Hybride 2013. La consommation d'essence en ville est de 4,7 L/100 km. Selon les estimations de l'ÉnerGuide 2013. Résultats obtenus suivant les méthodes d'essai du gouvernement du Canada. La consommation d'essence véritable peut varier selon vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voir l'ÉnerGuide pour tous les détails. [†]Le prix total de Lexus du modèle neuf ES 350 sfx «A» 2013 est de 41 595 \$. Le prix total de Lexus comprend les frais de transport et de préparation (1 995 \$), la taxe sur le climatiseur (100 \$) et les incitatifs. Taxes, immatriculation, assurances et droits sur les pneus neufs (15 \$) en sus. *Les offres de location et de financement sont offertes par l'entremise de Lexus Services Financiers et sont conditionnelles à l'approbation du crédit des clients au détail admissibles. Le taux de location/financement de 3,5 % est offert sur tous les modèles neufs ES 350 2013. Exemple de location pour un modèle ES 350 sfx «A» 2013 et basé sur un terme de 48 mois au taux d'intérêt annuel de 3,5 % et le prix total de Lexus de 41 595 \$: équivaut à des paiements mensuels de 542 \$ avec acompte de 0 \$ ou échange équivalent; aucun dépôt de garantie et premier paiement mensuel exigible au début du contrat de location; l'obligation totale est de 25 995 \$; taxes, immatriculation, assurances et droits sur les pneus neufs (15 \$) en sus; kilométrage limité à 80 000 km, des frais de 0,20 \$ pour chaque kilomètre excédentaire s'appliquent. **Exemple de financement comprenant les taxes pour un modèle ES 350 sfx «A» 2013 basé sur un terme de 48 mois au taux d'intérêt annuel de 3,5 % et le prix total de Lexus de 41 595 \$ (taxes en sus), avec un acompte de 0 \$: le paiement mensuel est de 1 013 \$; le coût de l'emprunt est de 3 311 \$, pour une obligation totale de 48 619 \$; immatriculation, assurances et droits sur les pneus neufs (15 \$) en sus. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir leurs propres prix à leur discrétion. Les offres sont d'une durée limitée et sont valides uniquement pour les clients au détail admissibles chez les concessionnaires Lexus participants. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être nécessaire. Les offres peuvent être modifiées sans préavis. Les offres expirent à la fin du mois, sauf en cas de prolongation ou de révision. Consultez votre concessionnaire Lexus pour connaître tous les détails.

POLITIQUE

Rencontre avec la ministre Maltais au sujet de l'aide sociale

Les groupes sociaux restent sceptiques

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Même s'il promet d'améliorer le sort des assistés sociaux en remplaçant les prestations spéciales par un programme d'aide à l'emploi, le gouvernement péquiste ne rassure pas les groupes de défense des démunis.

« On est tout à fait d'accord avec les mesures d'employabilité, mais ce n'est pas en affamant les personnes qu'on va réussir à les aider », a lancé Amélie Châteauneuf, du Front commun des personnes assistées sociales.

Hier, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Agnès Maltais, a rencontré son groupe ainsi que le Collectif pour un Québec sans pauvreté. La ministre les a écoutés, sans prendre d'engagement pour l'instant.

Son projet de règlement est toujours à l'étude.

M^{me} Maltais y propose d'éliminer l'allocation spéciale de 129\$ pour les personnes de 55 à 58 ans et pour les parents d'un enfant de moins de 5 ans. Cette allocation sert à indemniser ces gens pour leur « obstacle supplémentaire » à la recherche d'un emploi. La ministre propose en contrepartie une allocation supplémentaire de 195\$ pour ceux qui participeront au programme « Tous pour l'emploi ».

On aiderait ainsi les prestataires à obtenir un emploi, le meilleur moyen pour les sortir de la pauvreté, soutient M^{me} Maltais. Après avoir indiqué plus tôt cette semaine que les prestataires bénéficieraient du programme pendant une durée limitée, elle dit

maintenant qu'il n'y aurait « pas de limite de temps ».

« Contrairement aux programmes d'aide sociale, les programmes d'employabilité ont toujours une limite de temps. Même après notre rencontre, on a encore beaucoup de questions. Ce n'est pas clair ce que propose la ministre », s'inquiète M^{me} Châteauneuf.

ses prestations diminuer de 129\$, soit de 733\$ à 604\$, poursuit-elle.

M^{me} Maltais croit que ces changements sont nécessaires. Selon elle, le marché de l'emploi a évolué. « Ce n'est pas l'âge de 55 ans ou le fait d'avoir un enfant en bas âge qui est une contrainte à l'emploi. La contrainte est ailleurs. Elle est

« On est tout à fait d'accord avec les mesures d'employabilité, mais ce n'est pas en affamant les personnes qu'on va réussir à les aider. »

— Amélie Châteauneuf, du Front commun des personnes assistées sociales

Si un prestataire des deux catégories ciblées n'a pas accès au programme ou le quitte sans avoir décroché d'emploi, il aura au bout du compte vu

dans le temps passé hors du marché de l'emploi, sur l'aide sociale, dans les échecs répétés », dit-elle.

Elle veut s'attaquer à ces

causes. Elle promet de rencontrer chaque prestataire pour l'informer de ses droits et vérifier s'il est inapte, donc admissible à de plus importantes prestations. Et elle avance qu'il n'y aura pas de contingentement dans les centres locaux d'emploi pour gérer ce programme.

« [M^{me} Maltais] nous a dit lors de notre rencontre qu'il pourrait y avoir des personnes qui passeront entre les mailles du filet, contrairement à ce qu'elle a dit ce week-end, quand elle a promis qu'elle n'échapperait personne », a rapporté M^{me} Châteauneuf. Des prestataires pourraient « tomber dans les craques » en perdant leurs allocations spéciales sans bénéficier du nouveau programme. M^{me} Maltais dit qu'elle comblera si nécessaire les possibles « trous » dans son règlement.

Double accrochage Ottawa-Québec

Le nouveau pont Champlain et un programme pour les chômeurs créent une mésentente

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — La tension entre les gouvernements Harper et Marois s'est manifestée sur deux fronts, hier, lorsque les ministres péquistes des Transports et des Affaires intergouvernementales ont eu des accrochages avec leurs homologues conservateurs.

Québec s'inquiète des intentions du fédéral quant au financement des transports collectifs sur le futur pont Champlain. Il craint aussi qu'Ottawa modifie l'entente sur la formation de la main-d'œuvre offerte aux prestataires de l'assurance-emploi, programme géré par les provinces.

« Ce sont des initiatives unilatérales qui sont prises par le gouvernement fédéral et qui ont de graves conséquences pour le Québec », a indiqué en entrevue le ministre péquiste des Affaires intergouvernementales, Alexandre Cloutier.

Pont Champlain

Le ministre québécois des Transports, Sylvain Gaudreault, a rencontré son homologue conservateur, Denis Lebel, afin de discuter de la construction du nouveau pont Champlain. Il s'est dit vivement déçu de cet échange.

M. Gaudreault souhaite qu'Ottawa s'engage à financer

la construction d'une infrastructure de transports collectifs sur le nouveau pont. Le gouvernement Harper l'invite plutôt à présenter ses demandes, puis à les faire financer au moyen des programmes fédéraux de subvention.

Québec craint que cette approche lui impose un risque financier dans un contexte budgétaire serré, car il n'aurait pas la certitude d'obtenir des fonds fédéraux pour un système léger sur rail ou pour une voie réservée aux autobus.

« La rencontre est une démonstration que le gouvernement fédéral s'apprête à faire un pont dans un entrepôt et à le mettre au-dessus de la Voie maritime avec deux grues, sans vision d'ensemble, de manière désincarnée », a déclaré le ministre Sylvain Gaudreault par voie de communiqué.

Le ministre fédéral, Denis Lebel, s'est dit déçu de la « vision » de son homologue provincial. Mais il maintient qu'il n'est pas question pour Ottawa de financer la totalité des coûts pour les transports collectifs. À ses yeux, c'est à Québec d'établir ses priorités.

« On aura éventuellement un nouveau plan d'infrastructure, a-t-il dit. Si le Québec veut prioriser les transports en commun dans cette enveloppe et



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Le ministre provincial des Transports, Sylvain Gaudreault, souhaite que le fédéral s'engage à financer la construction d'une infrastructure de transports collectifs sur le nouveau pont Champlain. Son homologue fédéral, Denis Lebel, maintient qu'il n'est pas question pour Ottawa de payer la totalité de cette facture.

mettre davantage d'argent sur ce nouveau projet, ce sera leur choix et on le fera avec plaisir.»

Le chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, a pour sa part pressé le gouvernement Harper de prévoir des fonds pour les transports en commun sur le nouveau pont.

« Sur le principe, de nos jours, ce serait absurde de dépenser au bas mot 8 milliards de dollars sans prévoir

quoi que ce soit pour les transports en commun », a-t-il lancé.

Main-d'œuvre

Le lieutenant de Stephen Harper au Québec, le ministre Christian Paradis, s'est par ailleurs entretenu avec le ministre des Affaires intergouvernementales, Alexandre Cloutier. Celui-ci souhaite connaître les intentions d'Ottawa sur la suite du programme

de formation de la main-d'œuvre des prestataires de l'assurance-emploi.

Le *National Post* a révélé cette semaine que le gouvernement Harper pourrait mettre fin à ce programme, qui rapporte 115 millions par année à Québec. Le gouvernement péquiste souhaite au contraire le voir bonifié.

Au bureau du ministre Paradis, on a préféré ne pas commenter les discussions.

PROMOTION

Quels sont les effets sur la santé des oméga-3 ?

RÉINVENTER

Blainville | **Oui, réinventer la gélule d'oméga. L'ALA (acide alpha-linolénique) a aussi son mot à dire et on ne le retrouve pas dans plusieurs produits sur le marché, lisez l'étiquette.**

Tri-Céphal a suppléé à cette défaillance. Dans les apports nutritionnels importants indispensables et essentiels on nous présente des gélules ne contenant que du DHA et de l'EPA alors qu'on a oublié l'ALA, un acide gras essentiel, car la flore digestive de l'homme est incapable de le synthétiser, il doit impérativement être fourni de l'extérieur. Le qualificatif d'acides gras ESSENTIELS est réservé à la famille des oméga-3. L'ALA est un oméga-3.

Les gélules d'oméga-3 sur le marché proviennent de certains poissons gras, mais voilà plusieurs ne contiennent pas l'oméga-3 ALA. Tri-Céphal, a

donc choisi de l'huile de poisson, provenant de poissons riches en oméga-3 ALA qui fournit quatre-vingts milligrammes de ALA pour chaque gélule de Tri-Céphal.

Les données scientifiques démontrent que la consommation d'acides gras oméga-3 Tri-Céphal peut conduire à :

Un effet bénéfique sur la pression artérielle chez les personnes présentant une hypertension artérielle;

Une diminution de la quantité de triglycérides dans le sang, un type de lipides qui, en cas d'excès, contribue au développement de maladies du cœur; Chez les personnes présentant au préalable des pathologies cardiovasculaires, une réduction de la morbidité et de la mortalité cardiovasculaires. Ainsi qu'une augmentation des fonctions cognitives.

Voilà votre choix, libre et informé.

Bio-K^{plus} présente

Ne manquez pas...
ce fin de semaine prochaine!

EXPO
manger santé
et vivre vert

MONTRÉAL - Palais des congrès
15.16.17 MARS 2013

QUÉBEC - Centre des congrès
23.24 MARS 2013

ALIMENTATION SAINE | ÉCOLOGIE | SANTÉ GLOBALE

ENTRÉE : 12 \$ - Aînés et étudiants: 10 \$
Gratuit pour les 16 ans et moins

Vendredi (Montréal seulement) 11 h à 20 h
Samedi 10 h à 18 h • Dimanche 10 h à 17 h

expomangersante.com

Commensal | Célébrer | RACHELLE BÉRY épices santé | ALIMENTAIRE QUÉBEC | SaladExpress | GENUINE HEALTH | Land Art | NUU | LA PRESSE

CUSM Hébert satisfait de l'affiliation avec l'hôpital de Lachine

La remise en question du statut actuel de l'hôpital de Lachine n'était pas une erreur, selon le ministre Réjean Hébert. Après plus de deux mois de vifs débats, il a confirmé hier soir que l'établissement resterait affilié au Centre universitaire de santé McGill (CUSM). « L'exercice nous a permis de réaliser que le CUSM avait fait beaucoup pour la remise en forme et en qualité de l'établissement et que cette solution était encore la meilleure », a affirmé le ministre. — Philippe Teisceira-Lessard

Résultats des tirages du :
2013-03-07

Sprinto
08 20 22 37 43

2 3 6 D D
2 3 6 D D

Astro
Jour - Mois - Année - Signe
26 JUILLET 28 TAUREAU

Quotidien 753 1186

Extra Triplex 02 09
6136237 13 26 27

banco boni
Lots bonis :
du 2 au 10 mars 2013

03 11 17 20 26 28 29 30 32 42
43 46 48 51 53 58 59 62 63 68

En cas de départé entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.



PHOTO SIMON SÉGUIN-BERTRAND, LE DROIT

Le sénateur conservateur Pierre-Hugues Boisvenu.

ALLOCATIONS DE LOGEMENT

Boisvenu rembourse 907 \$ qu'il aurait touchés par erreur

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu a annoncé hier qu'il rembourse plus de 900 \$ en allocations de logement, une somme qu'il se dit « mal à l'aise » d'avoir réclamée.

La Presse a révélé samedi que M. Boisvenu a touché des milliers de dollars en allocations de logement même s'il vit en permanence dans la région d'Ottawa depuis février 2012. M. Boisvenu s'est séparé de sa femme, Diane Carlos, il y a un an, mais le couple n'a pas encore conclu un accord de séparation des biens.

M^{me} Carlos vit en permanence dans leur condo, à Sherbrooke. M. Boisvenu continue de déclarer aux autorités du Sénat qu'il s'agit de sa résidence principale, même s'il n'y met les pieds qu'une ou deux fois par mois.

Le bureau de régie interne du Sénat s'est penché sur cette pratique et a conclu que M. Boisvenu n'a pas enfreint les règles.

« Mal à l'aise »

Le sénateur se dit toutefois « mal à l'aise », car il a réclamé des sommes par erreur.

« Alors que j'effectuais la transition entre mon ancienne résidence et ma nouvelle résidence à l'été 2012, je suis demeuré pendant une courte période avec quelqu'un avec qui j'entretenais une relation, a indiqué le sénateur dans un communiqué. Même si cela

respectait les règles, je me sens mal à l'aise avec l'allocation et j'ai remboursé au complet 907 \$ ».

« Cela est important pour moi, a-t-il ajouté, car je tiens à ce qu'il n'y ait aucun doute au sujet des dépenses en lien avec mon travail de sénateur. »

La déclaration du sénateur est restée muette sur la liaison qu'il a entretenue avec son adjointe, Isabelle Lapointe, une relation qui a violé les règles d'embauche du Sénat. Ces règles stipulent que « les sénateurs ne peuvent pas embaucher parmi leur personnel un membre de la famille ou un membre du ménage ».

Des collègues de M. Boisvenu ont déclaré mercredi que cette relation amoureuse est terminée. Et tout indique que M^{me} Lapointe sera mutée à un autre bureau.

Mercredi, le Parti libéral a demandé que le bureau de la régie interne se saisisse du dossier de M. Boisvenu.

Les membres de ce comité se sont refusés à tout commentaire au terme d'une réunion, hier matin. En fin de journée, leur président, le sénateur conservateur David Tkatchuk, a déclaré par communiqué que « les explications du sénateur Boisvenu sont satisfaisantes et que le dossier est clos ».

Le sénateur Boisvenu est resté introuvable au parlement fédéral, hier. Il n'a pas assisté aux réunions auxquelles il devait prendre part. Son bureau n'a donné aucune suite aux appels de La Presse.

NÉGOCIATIONS AVEC LES CRIS

Québec a accordé un contrat de 200 000 \$ sans appel d'offres

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement Marois a accordé, sans appel d'offres, un contrat de 200 000 \$ à une firme de communications et de conseil stratégiques, Tact Intelligence-conseil, pour agir « à titre de négociatrice et de facilitatrice » dans les négociations entre Québec et les Cris.

Une liste de contrats, obtenue en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, montre que l'embauche de la firme coïncide avec l'annonce, en novembre dernier, de la nomination de Martine Tremblay comme négociatrice avec les Cris. M^{me} Tremblay, qui a bénévolement travaillé au « comité de transition » pour le Parti québécois avant les élections, est « conseillère spéciale » chez Tact.

Dans les règles

Au cabinet de Pauline Marois, la responsable des communications, Shirley Bishop, explique qu'il est permis de procéder sans appel d'offres quand le gouvernement veut obtenir les services d'une personne en particulier.

Par le passé, pour les négociations avec les autochtones, le gouvernement avait toutefois traité directement avec ses négociateurs. Louis Bernard, John Parisella, Dan Gagnier et Normand Bergeron avaient été embauchés personnellement – dans les cas de MM. Gagnier et Bergeron, les gens

travaillaient pour des firmes de relations gouvernementales ou de comptabilité.

Le gouvernement libéral avait choisi Pierre Marc Johnson comme représentant dans le dossier du libre-échange avec l'Europe, mais le mandat avait été accordé à son bureau d'avocats, Heenan Blaikie, rappelle M^{me} Bishop.

Martine Tremblay, jointe hier, explique qu'elle avait préféré que le contrat transite par la firme où elle travaille. Les 200 000 \$ prévus au contrat, jusqu'en décembre 2013, sont un maximum, insiste-t-elle, convaincue qu'elle n'exigera pas la moitié de cette somme.

Il n'y aurait pas eu de conséquences sur ses prestations de retraite si elle avait obtenu le contrat directement, assure-t-elle. Un ex-fonctionnaire qui reçoit une pleine pension doit réduire de moitié ses honoraires quand il obtient un contrat de son ancien employeur. Sous-ministre pendant sept ans, M^{me} Tremblay était à forfait, donc elle n'accumulait pas de prestations de retraite.

La même liste de contrats du Conseil exécutif montre que la firme du Conseil, qui récoltait la part du lion sous le gouvernement Charest, a obtenu des mandats de 5300 \$ et 7500 \$ – pour de la formation et l'organisation de rencontres.

— Avec William Leclerc

tuango

Les meilleures aubaines en ville



119\$ pour une nuitée pour 2 au Delta Centre-Ville de Montréal

Économisez **52%**
prix 119\$ valeur 249\$



69 \$ pour un repas gastronomique pour deux à la Maison du Jazz

Économisez **52%**
prix 69\$ valeur 144\$

Achetez ces offres sur tuango.ca

ACTUALITÉS

Luigi Coretti arrêté et incarcéré

Mise en liberté refusée à l'ex-patron de l'agence de sécurité BCIA

FABRICE DE PIERREBOURG
ET DANIEL RENAUD

Luigi Coretti, ex-patron de la firme de sécurité BCIA et ami de l'ancien ministre libéral Tony Tomassi, a été arrêté hier matin à Laval par les policiers de la Sûreté du Québec, puis accusé de violation d'engagement.

Il aurait communiqué avec un avocat qui figurait pourtant sur une liste de personnes qu'il s'était engagé à ne pas joindre.

Cette nouvelle accusation lui a valu de voir sa mise en liberté refusée, hier, lors de sa brève comparution au palais de justice de Montréal. Il retournera en cour aujourd'hui.

Son avocat, M^e Jeffrey Boro, a reconnu que les nouveaux démêlés de M. Coretti « compliquaient » sa tâche puisque, hasard du calendrier, il doit se présenter aussi aujourd'hui en Cour supérieure pour demander un changement des conditions imposées à son client.

Accusations

Coretti, dont la firme est en faillite, est déjà inculpé de fraude, faux et usage de faux pour avoir « surévalué des comptes clients de manière à obtenir du financement

d'institutions financières ». Les faits auraient été commis entre 2005 et 2010. Il a été arrêté le 25 juin dernier puis libéré sous conditions.

Il a été arrêté de nouveau en septembre dernier puis accusé de harcèlement et de non-respect de conditions à la suite d'une plainte déposée à Terrebonne par une relation d'affaires.

Luigi Coretti avait aussi fait les manchettes pour la carte de crédit qu'il avait offerte à Tony Tomassi, lorsque celui-ci était ministre de la Famille.

Ce cadeau avait valu au membre du gouvernement Charest d'être arrêté et accusé en octobre 2011 d'avoir accepté de la firme BCIA « un prêt, une récompense, un avantage ou un bénéfice ».

Permis de possession d'arme refusé

Par ailleurs, *La Presse* a appris que le Contrôleur des armes à feu refuse de délivrer un permis de possession d'arme à Luigi Coretti. La décision du Contrôleur lui a été annoncée par avis le 11 décembre dernier.

Depuis son arrestation pour une affaire de harcèlement criminel en août 2012, Luigi Coretti est sous le coup de conditions qui l'empêchent de posséder des armes. Dans



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Luigi Coretti a été arrêté pour violation d'engagement. Il restera détenu jusqu'à son retour en cour, aujourd'hui.

son avis, le Contrôleur indique que son permis n'a pas été délivré pour une question de sécurité pour autrui et sa propre personne, et parce que sa candidature va à l'encontre de certains critères touchant

la santé mentale et la violence. Le Contrôleur souligne notamment que, le 6 septembre 2012, Coretti a été transporté à l'hôpital pour être évalué à la suite d'un événement survenu le jour même à Terrebonne.

Luigi Coretti conteste en cour la décision du Contrôleur. Le 10 janvier dernier, son avocat, M^e Jeffrey Boro, a présenté une requête demandant l'annulation de l'avis. La cause est toujours pendante.

Le caïd Ducarme Joseph toujours dans sa maison, malgré un avis d'expulsion

La résidence de 1 million appartient à la banque HSBC

EXCLUSIF

DANIEL RENAUD

Malgré un avis d'expulsion de la Cour supérieure, le caïd Ducarme Joseph occupe toujours sa somptueuse maison de Dollard-des-Ormeaux, a appris *La Presse*.

La banque HSBC, à qui appartient la résidence évaluée à 1 million, n'a pas rappelé *La Presse*, mais les avocats des deux parties n'ont pas nié les renseignements reçus de plusieurs sources.

« Aux dernières nouvelles, il était toujours là. Mais je suis en discussion avec l'avocat de M. Joseph », nous a dit M^e Marc Savoie, qui représente la HSBC. De son côté, l'avocat de

Joseph, M^e Philip E. Fine, s'est refusé à tout commentaire.

Le 26 août 2008, la HSBC a consenti à Joseph un prêt de 950 000 \$ pour acquérir sa maison. Au 14 novembre dernier, la créance hypothécaire due par Joseph à la banque s'établissait toujours à 1,1 million. L'an dernier, la HSBC a déposé une « requête en délaissement forcé » contre Joseph. Ce dernier ne s'est jamais présenté à l'audience et la banque a obtenu gain de cause.

Expulsion

Dans un jugement de cinq pages rendu le 15 novembre 2012, la juge Micheline Perreault, de la Cour supérieure, a donné 10 jours à Joseph pour remettre la



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

En novembre 2012, la Cour supérieure a donné 10 jours à Ducarme Joseph pour remettre sa maison à la banque HSBC.

maison à la HSBC, ordonné son expulsion en cas de refus et autorisé la vente de la maison par un huissier à un prix

minimum de 801 225 \$.

Le jugement est devenu exécutoire le 15 février dernier, mais Joseph occupe toujours

la résidence et il en est le propriétaire au rôle d'évaluation. L'huissier chargé du dossier, André Perron, a dit à *La Presse* ne pas avoir encore reçu les mandats pour exécuter un bref d'expulsion et vendre la maison.

En octobre dernier, la Ville de Montréal a publié un préavis de vente de la résidence pour défaut d'un paiement de taxes de 10 886 \$, mais l'a rayé en décembre, vraisemblablement parce que la somme due a été payée.

De son côté, Revenu Québec a toujours une hypothèque de 283 000 \$ sur la maison, qui représente une somme que doit Joseph en impôts impayés.

Le nom de Ducarme Joseph revient régulièrement dans les médias depuis la spectaculaire fusillade à laquelle il a échappé de justesse dans son ancienne boutique de vêtements du Vieux-Montréal, le 18 mars 2010. Selon la police, cet événement serait lié au meurtre du fils aîné du parain, Nick Rizzuto fils, commis trois mois plus tôt.

Ducarme Joseph est l'un des fondateurs des 67, ancien et violent gang de rue du quartier Saint-Michel.

PROMOTION

Bien lire les étiquettes

ZOOM SUR LES OMÉGA

Blainville | Toutes les cellules de notre corps adorent l'acide alpha-linolénique, ALA un oméga-3 indispensable, totalement essentielle, car le corps humain ne peut pas le fabriquer. Ce qui signifie que lorsqu'on mange de l'acide alpha-linolénique, il est immédiatement utilisé et les concentrations sanguines servent à aider nos artères, notre cœur et notre cerveau.

Donc, il doit obligatoirement être apporté par notre alimentation ou par une supplémentation adéquate. Si vous achetez des suppléments en Oméga-3 lisez attentivement les étiquettes. Il y a actuellement de nombreux abus dans l'utilisation des mentions oméga-3. Je laisse à chaque lecteur de ce texte le choix de comprendre un peu soit-il le vocable oméga-3 d'un produit par rapport à ses cibles : cœur, artères, cerveau.

Trois oméga-3 sont particulièrement importants : l'acide alpha-linolénique (ALA), totalement indispensable, car le corps humain ne peut pas le fabriquer; les acides eicosapentaénoïque (EPA) et docosahéxaénoïque (DHA) qui peuvent être synthétisés par notre organisme en quantité limitée et qu'il est donc souhaitable de trouver directement dans les aliments ou dans une supplémentation.

L'apport par l'alimentation du précurseur de la famille des oméga-3, l'acide alpha-linolénique, est souvent insuffisant pour certaines personnes et toujours insuffisant pour d'autres personnes, selon que l'alimentation est adéquate ou pas.

Il faut faire attention d'apporter (à nous et à nos proches) les quantités nécessaires d'acide alpha-linolénique ALA afin de protéger notre cœur et nos artères et sachons que nous contribuons aussi à aider notre cerveau. Tri-Céphal nous aide, car il contient (en plus de 400 mg de EPA ET 200 mg DHA) huit pourcent d'acide alpha-linolénique ALA dans des acides gras oméga-3 marins à longues chaînes, car Tri-Céphal les a retrouvés dans l'huile de certains poissons. (Tous les poissons n'en contiennent pas nécessairement)

C'est sympa d'aider notre cerveau, notre cœur et nos artères et, comme on dit, chacun nous le rendra au centuple!

BIO-ACTIF

LIQUIDATION DE FAILLITE

DES PRIX PLUS BAS QUE CEUX D'UNE FAILLITE!
(Ce n'est pas un enca.)

Rabais de 80%

DES MILLIERS DE TAPIS À LIQUIDER

Énorme sélection de tapis neufs, semi-antiques et antiques, dans toutes les teintes et les dimensions (de 2 pi x 3 pi jusqu'à 15 pi x 20 pi, tapis de passage jusqu'à 22 pi, ainsi que des tapis ronds et carrés). Bidjar, Kazak, Qum pure soie, Bokhara, Tabriz, Nain, Mood, Hereke, Kashan, Agra, Chubi, Bakhtiar, Sarough, Kerman, Mashad, Jaipur lavé au thé, Obusson, Savonnerie et plusieurs tapis tribaux.

Nouvelle marchandise de meubles, bronzes, peintures à l'huile et beaucoup plus!

8, 9 et 10 mars

Heures d'ouverture: Vendredi 8 mars: 11h à 19h
Samedi 9 mars: 11h à 18h
Dimanche 10 mars: 11h à 17h

4150, boul. Poirier, Saint-Laurent (angle boul. Thimens)

VISA, MASTERCARD, AMERICAN EXPRESS



PHOTO ARCHIVES PRESSE CANADIENNE

Zahra Kazemi La Cour suprême entendra la cause

OTTAWA — La Cour suprême du Canada a annoncé hier qu'elle entendra l'action en dommages et intérêts intentée par la succession de Zahra Kazemi contre l'Iran.

Le plus haut tribunal du pays devra déterminer si le principe de l'immunité des États empêchait le fils de la défunte, agissant à titre de liquidateur, d'intenter une poursuite en responsabilité civile au Québec contre la République islamique.

La journaliste irano-canadienne est morte en détention à Téhéran en 2003. Elle y aurait été torturée et violée.

Stephan Hashemi a intenté une poursuite civile contre l'Iran, son chef d'État, le procureur en chef des poursuites pénales et l'ancien sous-chef du renseignement de la prison où sa mère était détenue.

— Hugo de Granpré

MAISON SAMEDI

VIVRE DANS L'EXPO 67

Tous les samedis dans

LA PRESSE

isabelle o'brien
instructeur de yoga
propriétaire Bikram Yoga Boucherville

lululemon athletica
quartier dix30
maintenant ouvert



MONDE

NEW YORK

Le « policier cannibale » attend le verdict du jury



Gilberto Valle est accusé d'avoir comploté avec l'intention d'enlever et de manger des victimes de sexe féminin.

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — Kathleen Mangan-Valle, enseignante de 27 ans, se doutait bien qu'il y avait quelque chose qui ne tournait pas rond chez son mari, policier de New York âgé de 28 ans. Il passait des heures interminables devant son ordinateur et lui posait des questions étranges. Où allait-elle faire son jogging? Était-ce un endroit bien éclairé? Y avait-il d'autres joggeurs?

Mais la jeune femme allait subir le « choc de sa vie » en installant un logiciel espion afin de découvrir la nature des échanges sur la Toile de son mari au visage angélique. Sur des sites fétichistes, Gilberto Valle avait publié les noms et les photos de

plusieurs femmes et échangé avec des étrangers sur la façon de les torturer, les tuer et les manger.

Sa femme, qui venait à peine d'accoucher du premier enfant du couple, faisait elle-même l'objet de ces scénarios odieux.

« Ils devaient me pendre par les pieds, me trancher la gorge et rigoler à la vue du sang jaillissant de mon corps », a déclaré Kathleen Mangan-Valle, le 25 février, au premier jour du procès de celui que les tabloïds de New York ont baptisé *cannibal cop*.

Hier après-midi, après huit jours de témoignages qui ont à la fois révolté et fasciné le public, le jury a commencé à délibérer.

Gilberto Valle est accusé par les autorités fédérales d'avoir « comploté avec

l'intention de kidnapper, violer, tuer et manger des victimes de sexe féminin ». Il a également été inculpé pour avoir fouillé dans la base de données de la police de New York pour trouver des victimes potentielles. Il risque la prison à vie.

En plus d'avoir fréquenté des sites fétichistes, Gilberto Valle a participé à des forums d'échange sur le cannibalisme et mené sur l'internet des recherches sur des « recettes à base de chair humaine ».

Des fantasmes trop près de la réalité

Dans sa plaidoirie, l'avocate de la défense, Julia Gatto, a demandé aux jurés d'acquitter le policier, en faisant valoir qu'il ne devait pas être condamné à la prison pour avoir eu des « pensées morbides » et des « fantasmes ignobles ».

Aucune des femmes sur la liste de Gilberto Valle n'a subi de sévices. N'empêche: pour les autorités fédérales, les fantasmes du policier se rapprochaient de plus en plus de la réalité. « Ce sont de vraies recherches qu'il a menées sur l'internet pour obtenir de l'information sur la façon d'enlever de vraies femmes », a déclaré l'avocate de l'accusation, Hadassa Waxman.

Le jury est composé de six femmes et de six hommes.

Nouvelles sanctions contre Pyongyang

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le Conseil de sécurité de l'ONU a imposé hier de nouvelles sanctions contre la Corée du Nord en réaction à son troisième essai nucléaire, alors que Pyongyang a poursuivi l'escalade verbale contre les États-Unis.

La résolution 2094 du Conseil, adoptée à l'unanimité par ses 15 membres, s'efforce de tarir les sources de financement utilisées par Pyongyang pour nourrir ses ambitions militaires et balistiques. Elle met sous surveillance les diplomates nord-coréens et ajoute sur une liste noire plusieurs particuliers ou entreprises soumis à des gels d'avoirs et des interdictions de voyager.

Ces nouvelles sanctions « vont frapper durement » le régime communiste et « accentuer son isolement », a estimé l'ambassadrice américaine à l'ONU, Susan Rice.

Les mesures adoptées hier — âprement négociées entre Washington et Pékin, allié traditionnel de Pyongyang — s'ajoutent à une série de sanctions prises à l'encontre du régime communiste depuis qu'il a mené son premier essai nucléaire en 2006, suivi par un deuxième en 2009 et un troisième le 12 février dernier.

Les membres du Conseil manifestent « la plus grande inquiétude » face à ce troisième



Des Nord-Coréens ont manifesté leur appui à une « attaque nucléaire préventive » contre les États-Unis.

essai et se disent prêts à prendre « d'importantes mesures » si Pyongyang teste de nouveau une bombe atomique.

L'ambassadeur chinois à l'ONU, Li Baodong, a appelé à revenir aux « négociations à six » (les deux Corées, la Chine, la Russie, le Japon, les États-Unis), dans l'impasse depuis 2009.

L'ambassadeur sud-coréen Kim Sook a rejeté cette idée:

les dirigeants nord-coréens, a-t-il affirmé, « se sont isolés du reste du monde et ce n'est pas le moment de parler de dialogue ».

Après avoir menacé de dénoncer l'accord d'armistice mettant fin à la guerre de Corée en 1953, le régime nord-coréen a une nouvelle fois musclé sa rhétorique belliqueuse. « Puisque les États-Unis s'apprentent à déclencher

une guerre nucléaire, nos forces armées révolutionnaires [...] se réservent le droit de lancer une attaque nucléaire préventive pour détruire les bastions des agresseurs », a déclaré un porte-parole du ministère nord-coréen des Affaires étrangères.

Cité par l'agence officielle KCNA, il a également averti qu'une seconde guerre de Corée était « inévitable ».

CIA La nomination de Brennan confirmée

WASHINGTON — John Brennan a été confirmé hier à la tête de la CIA par un vote du Sénat américain, deux mois après sa nomination par Barack Obama et au lendemain d'une obstruction historiquement longue d'un élu républicain sur la question des drones. Les sénateurs ont voté à 63 contre 34 en faveur de John Brennan, 57 ans, actuellement principal conseiller antiterroriste de Barack Obama. Le républicain Rand Paul avait empêché la tenue du vote mercredi en gardant la parole durant près de 13 heures, pour réclamer de la Maison-Blanche une clarification sur l'utilisation de drones aux États-Unis. La confirmation de John Brennan vient compléter l'équipe de sécurité nationale du président, après celles de John Kerry au département d'État et de Chuck Hagel au Pentagone. M. Brennan connaît parfaitement la CIA, où il a passé 25 ans. Depuis 2009, il dirigeait la lutte antiterroriste et orchestrait le programme de drones. Le processus de sa confirmation a propulsé le débat sur les drones au premier plan de l'actualité. Les sénateurs ont tancé l'administration sur le manque de transparence du programme. — AFP

QUATRE MOTS POUR COMPRENDRE

La prison pour Berlusconi?

MILAN — L'ancien chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a été condamné hier à un an de prison dans l'affaire Unipol. S'il risque fort d'en appeler de cette décision, son épopée judiciaire est encore loin d'être terminée. Quatre mots sur les dédales juridiques, les scandales et l'avenir du controversé personnage.



PHOTO LUCA BRUNO, ASSOCIATED PRESS

Procès

En près de 18 ans de carrière politique, Berlusconi a fait l'objet de plus d'une trentaine de procès. Hier, il a été reconnu coupable d'avoir publié illégalement des transcriptions d'écoutes électroniques dans un journal de son groupe médiatique, *il Giornale*. Le 18 mars, le tribunal de Milan se prononcera dans l'affaire Rubygate, dans laquelle il est impliqué pour prostitution de mineure et abus de pouvoir. Enfin, Berlusconi est toujours en appel dans l'affaire Mediaset, procès qui aura lieu le 23 mars.

Prison

Même s'il est reconnu coupable, il est peu probable que le Cavaliere se retrouve derrière les barreaux. La peine de prison rendue hier dans le dossier Unipol sera vraisemblablement portée en appel et, d'ici là, elle ne sera pas appliquée. « De plus, en reportant la procédure de cette façon, il est possible d'invalider une poursuite par sa prescription », observe Phil Guirlando, professeur spécialisé en politique italienne de l'Université Queen's, en Ontario. Enfin, la prison est une peine moins répandue lorsque le condamné a plus de 75 ans, ce qui est le cas de Berlusconi, aujourd'hui âgé de 76 ans.

Bunga bunga

L'homme politique qui a fait fortune dans le milieu des affaires et des médias semble collectionner les scandales. Ses soirées scabreuses, mieux connues sous le nom de *bunga bunga*, ont marqué à jamais l'imaginaire collectif italien et ont refait surface dans le scandale du Rubygate. En janvier dernier, Berlusconi a déclaré que Mussolini avait « fait beaucoup de bonnes choses ».

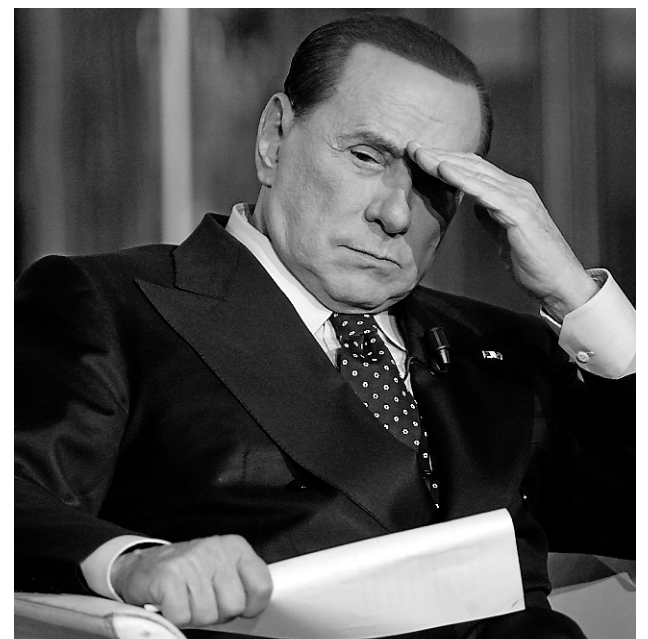


PHOTO REMO CASILLI, REUTERS

Acharné

La carrière politique de Berlusconi n'est pas encore terminée. Il bénéficierait toujours de l'appui de son parti politique, le Peuple de la liberté, et il n'est pas impossible qu'il forme une coalition gouvernementale. Bruno Ramirez, qui enseigne l'histoire de l'Italie contemporaine à l'Université de Montréal, prédit que Berlusconi restera aussi longtemps qu'il le peut dans la sphère politique italienne. « Berlusconi a surpris le monde entier en se présentant aux dernières élections italiennes. Tant qu'il est vivant, il fera tout en son pouvoir pour demeurer politique », conclut-il.

— François Van Hoenacker

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO AFP

Syrie Situation humanitaire « catastrophique »

Après l'ONU qui évoque une « catastrophe absolue » en Syrie, l'ONG française Médecins sans frontières (MSF) réclame un accord politique « sur l'aide humanitaire pour faciliter son acheminement ». MSF s'en prend à la fois au régime de Bachar al-Assad et à la pusillanimité des institutions internationales et des pays voisins.

— Agence France-Presse



PHOTO AFP

45 %

La présidentielle américaine de novembre 2016 est encore loin, mais les sondeurs interrogent déjà les électeurs et Hillary Clinton arrive en tête d'une enquête publiée hier. Elle recueille notamment 45 % des intentions de vote, contre 37 % pour le gouverneur républicain iconoclaste du New Jersey, Chris Christie.

— Agence France-Presse



PHOTO AFP

Venezuela Chavez sera embaumé

La dépouille d'Hugo Chavez, dont les funérailles nationales auront lieu aujourd'hui, sera visible « au moins sept jours de plus » dans une ancienne caserne militaire. Le corps sera par ailleurs « embaumé » pour l'éternité « comme Hô Chi Minh, comme Lénine, comme Mao Tsé-toung », a annoncé le président par intérim, Nicolas Maduro.

— Agence France-Presse



PHOTO AFP

Tunisie Un accord annoncé aujourd'hui

Un accord sur le futur gouvernement tunisien a été trouvé et sera présenté aujourd'hui, après un ultime report, a annoncé hier dans la nuit Ali Larayedh, chargé par le parti islamiste Ennahda de former une équipe à même de sortir le pays d'une profonde crise. La promesse des islamistes de constituer une coalition élargie semblait cependant fortement compromise.

— Agence France-Presse

SUCCESSION DE BENOÎT XVI

Marchandages et manigances

Réunis à Rome depuis quatre jours, les cardinaux n'ont toujours pas annoncé la date du conclave qui élira le prochain souverain pontife. Mais ils sont déjà plongés dans des discussions et des tractations qui dessinent le profil du successeur de Benoît XVI. L'expert américain et auteur John Allen nous aide à comprendre ce que mijotent les « hommes en rouge ».



PHOTO GREGORIO BORGIA, ASSOCIATED PRESS

Selon l'expert John Allen, le conclave qui choisira un successeur au pape Benoît XVI durera probablement trois ou quatre jours.



MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

Q Environ 150 cardinaux, électeurs et retraités, participent cette semaine à des congrégations au Vatican. À quoi servent ces assemblées ?

R C'est une étape déterminante dans le choix du prochain pape. Les cardinaux discutent des défis de l'Église catholique et des dossiers importants, comme sa mission et sa gouvernance (ce dernier point n'était pas perçu comme une force de Benoît XVI). Au fil des discussions, le profil du pape idéal se dessine. Sur le fond, il sera dans la même lignée que Jean-Paul II et Benoît XVI,

car tous les cardinaux ont été nommés par eux. Mais son approche, sa personnalité, sa façon de s'exprimer devant les médias seront des critères importants. C'est pourquoi les cardinaux observeront attentivement les interventions de leurs pairs. Si l'un d'eux parle brillamment, il se fera remarquer. Si, au contraire, un cardinal s'étire sur un sujet sans importance, cela fera mal à sa candidature.

Q Est-ce que tout se décide dans ces congrégations ?

R Non. Les cardinaux se connaissent très peu, donc ils profitent de toutes les occasions pour se parler. C'est à la Casa Santa Marta [l'hôtel de 20

millions de dollars du Vatican] qu'ils marchandent et scellent des alliances devant un plat de pâtes. Mais ils se regroupent aussi entre amis et avec des confrères qui parlent la même langue dans des appartements privés et des collèges pontificaux. Enfin, ils lisent les journaux, comme tout le monde, et s'intéressent à ce qu'on raconte sur les hommes papables. Par exemple, deux cardinaux m'ont personnellement joint pour avoir un portrait d'Odilo Scherer, archevêque de São Paulo.

Q Y a-t-il des coups bas entre les camps de papabili ?

R Il semble que oui. En 2005, des journaux italiens avaient relayé des rumeurs

voulant que le cardinal Scola, encore papable cette année, souffre de dépression. Une autre campagne de sabotage avait eu pour cible l'archevêque de Buenos Aires, Jorge Mario Bergoglio, que certains disaient proche de la junte militaire des années 70. Cette semaine, des affiches avec l'inscription « Au conclave, votez Turkson ! » sont apparues dans les rues de Rome, en référence au cardinal ghanéen Peter Turkson. Or, c'est impensable que Turkson soit derrière cette campagne médiatique, car c'est extrêmement mal vu au conclave de faire sa propre promotion. Le problème, c'est que les courses papales ne durent jamais assez longtemps pour qu'on enquête sur les auteurs de ces manigances.

Q Quelles sont vos prédictions pour le conclave ?

R Il sera plus long que celui qui a élu Benoît XVI, sans doute trois ou quatre jours. D'abord parce que la course est vraiment ouverte, contrairement à 2005 quand le cardinal Ratzinger était le grand favori. Cette fois-ci, il y aura beaucoup de négociations entre différents clans. Ensuite, parce qu'un pape est élu avec une majorité des deux tiers des voix [une ancienne règle réintroduite par Benoît XVI, NDLR]. La lutte sera chaude. Mais les cardinaux ne voudront pas s'éterniser, pour ne pas faire dire aux journalistes qu'ils sont dans l'impasse.

LE DIOCÈSE DE QUÉBEC INQUIET POUR M^{GR} OUELLET

L'Église catholique de Québec a fait part de ses inquiétudes quant au traitement qui sera réservé au cardinal Marc Ouellet à la suite de son inscription sur une liste noire par une association américaine de victimes de prêtres. Le groupe

Survivors Network of those Abused by Priests (SNAP) soutient que les 12 cardinaux de cette liste sont « entachés » par divers scandales. Mais hier soir, le SNAP a présenté des excuses pour avoir employé l'expression « Dirty Dozen » pour

décrire les 12 hommes. Le directeur des communications de l'Église catholique de Québec s'était dit ébranlé par les propos parfois crus et tranchants qui ont été employés au sujet du cardinal Ouellet.

— La Presse Canadienne

SPÉCIALISÉE DANS LES TAILLES DE 14 À 24 ANS

Le printemps est arrivé chez

OPPEN'S

Nouveaux arrivages 2013 chaque jour :

Kokomarina
Eileen Fisher Women
Lauren Vidal
Sympli...
et plus.

Arrêtez, magasinez et amusez-vous!

Maintenant ouvert 7 jours par semaine

lundi-mercredi: 10h-18h
jeudi-vendredi: 10h-19h
samedi: 10h-17h
dimanche: 12h-17h

4828, boul. St-Laurent (angle Villeneuve)
514-844-9159
www.oppens.ca

SOLDE DE DÉMÉNAGEMENT DIRECTEMENT DU FABRIQUANT

TOUT TOUT TOUT -70%

sur des articles de cuisine de qualité (couteaux, poêlons, casseroles et beaucoup plus.)

JUSQU'AU JEUDI 14 MARS

Heures d'ouverture
Lun. au ven. : de 10 h à 21 h
Sam et dim : de 10 h à 17 h

5550, boul. Thimens, St-Laurent (Qc) H4R 2K9
Tél. : 514.331.3551 | www.plevano.ca | Visa, MasterCard et Interac acceptés

CONCOURS

EXPO manger santé et vivre vert

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UN FORFAIT SPA DE DESTINATION DE 2 NUITS POUR 2 PERSONNES AU SPA EASTMAN, UNE VALEUR DE 1 400 \$

Pour participer, rendez-vous sur lapresse.ca/concours

La date limite pour participer est le 17 mars. Le règlement est disponible à La Presse. Le tirage aura lieu le 18 mars 2013 aux bureaux de La Presse.

Montréal, Palais des congrès 15.16.17 mars
Québec, Centre des congrès 23.24 mars

LA PRESSE SPA EASTMAN

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Opération charme



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

Nous publions aujourd'hui le premier de deux éditoriaux sur le projet d'oléoduc Keystone XL.

Les gouvernements fédéral et albertain ont conclu cette semaine une offensive de charme aux États-Unis, affirmant sur toutes les tribunes que le Canada est « un pays responsable sur le plan environnemental » qui encadre le développement des sables bitumineux de façon exemplaire.

Or, si l'administration Obama prend la peine de décortiquer les statistiques avant d'approuver le projet Keystone XL, elle s'apercevra que cette prétention n'a aucun fondement.

Le message que les ministres ont répété ces dernières semaines s'appuie sur une prémisse commode, mais qui n'a de valeur que pour les relationnistes: les sables bitumineux n'émettent que 0,1 % des gaz à effet de serre (GES) de la planète.

Peut-être, mais retournons la lorgnette: si les gisements bitumineux étaient un pays, il polluerait autant que la Hongrie, plus que la Suède, beaucoup plus que la Norvège, pourtant un producteur pétrolier. Pas tout à fait insignifiant pour le territoire circoscrit d'une unique province.

Cela dit, au-delà des slogans, les statistiques montrent bien l'impact des sables bitumineux et les dangers de poursuivre leur exploitation sans contraintes.

Les données. Elles révèlent une hausse de 180 % des gaz à effet de serre des sables bitumineux de 1990 à 2010. La bonne nouvelle, c'est que pendant une partie de cette période, on a réussi à réduire la quantité de GES émis pour chaque baril produit (ce qu'on appelle « l'intensité des émissions »). La mauvaise, c'est que cette

amélioration semble s'être arrêtée au milieu des années 2000.

Les tendances. Elles montrent que l'exploitation bitumineuse est responsable de 7 % des émissions canadiennes, un taux qui grimpera à 14 % en 2020. Les émissions à venir sont donc imposantes, à tel point qu'elles annuleront toutes les réductions de GES prévues au pays au cours des sept prochaines années, a calculé l'Institut Pembina. Rien de surprenant: le transport, l'électricité et les autres secteurs font l'objet de réglementations contraignantes, mais pas les pétrolières.

Le Canada n'est pas le « pays responsable » qu'il prétend être lorsqu'il courtise les États-Unis.

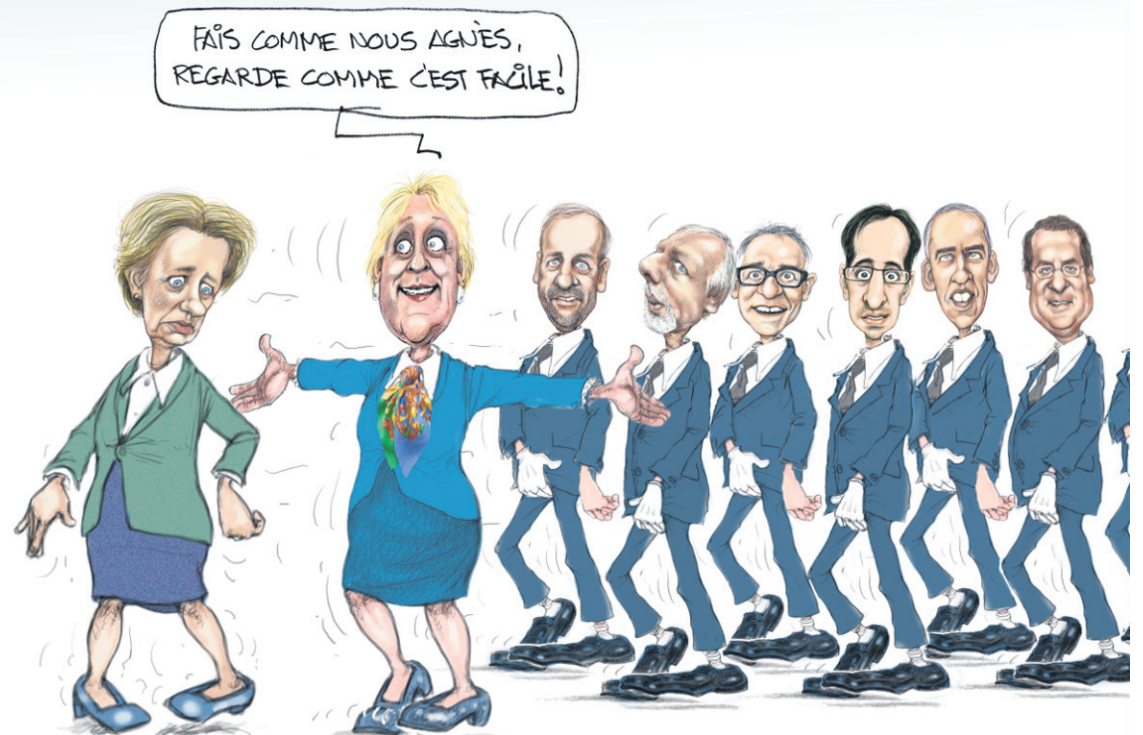
Les politiques. Après avoir pris le pouvoir en 2006, les conservateurs ont jeté les plans et programmes des libéraux, promettant de « nettoyer l'atmosphère » à leur façon grâce à un véritable plan *made in Canada...* que l'on attend toujours, sept ans plus tard.

Il n'y a donc aujourd'hui aucune réglementation fédérale significative pour réduire l'impact des sables bitumineux. Pire, le système de surveillance annoncé en fanfare il y a un an est inopérant, et les projets de capture et de séquestration du carbone présentés comme LA solution en 2009 ont été abandonnés, ou sont sur le point de l'être.

L'Alberta ne réussira certes jamais à éliminer les dommages de l'exploitation pétrolière, mais dans le contexte géopolitique actuel, le simple fait de s'attaquer au problème réduirait les pressions étrangères... et redonnerait au pays une crédibilité que les beaux discours ne peuvent ramener.

Demain: au-delà des verts discours.

MOONWALK PÉQUISTE... LA SUITE



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS



LE BLOGUE DE L'ÉDITO

L'échec pétrolier de Chavez
 par André Pratte

LA QUESTION DU JOUR

Les commerçants du centre-ville de Montréal demandent aux policiers d'intervenir plus rapidement pour faire cesser les manifestations étudiantes. Êtes-vous d'accord?

Oui, 75 % Non, 25 %

Résultats à 18h, hier - 10 606 répondants

> LES EFFETS NÉFASTES DU CHANGEMENT D'HEURE
 Une opinion à lire exclusivement à lapresse.ca/debats

OPINION

Un travail d'équipe

La France et ses alliés ont connu un beau succès au Mali en tuant deux chefs terroristes



JOCELYN COULON

L'auteur
 (j.coulon@umontreal.ca)
 est directeur du Réseau de recherche sur les opérations de paix et coordonnateur intérimaire du CERIU à l'Université de Montréal.

La France et ses alliés lancés à la poursuite d'Al-Qaïda au Mali viennent de connaître un beau succès. Au moins un, sinon deux chefs du groupe terroriste sont morts en quelques jours, preuve de l'efficacité des opérations en cours et de la nécessité de cette intervention.

Le premier à tomber est Abdelhamid Abou Zeid, émir des régions du sud d'Al-Qaïda au Maghreb islamique. Le deuxième serait Mokhtar Belmokhtar, responsable de la prise d'otages fin janvier sur un site gazier en Algérie et géolier des diplomates canadiens Robert Fowler et Louis Guay en 2009. Sa mort n'est toutefois pas confirmée.

La disparition de ces deux hommes n'est pas le fruit du hasard. Jusqu'à l'intervention française du 11 janvier dernier, les djihadistes avaient pris leurs aises au Mali. Un an plus tôt, à la faveur d'un coup d'État qui a déstabilisé le gouvernement malien, ils ont conquis tout le nord du pays et ont consolidé leurs positions pendant que la communauté internationale affichait son impuissance à aider Bamako à rétablir son autorité sur cette région. Au début de janvier, les djihadistes se sont sentis assez forts pour foncer sur Bamako. L'intervention française a bousculé leurs plans. En quelques jours, l'ensemble des pays de la région a fait front, et

les djihadistes se sont retrouvés piégés et encerclés dans le nord du Mali.

Il fallait dès lors, comme le soulignait un officier français, aller chercher les djihadistes « à la pince à épiler ». C'est d'ailleurs ce qu'a exposé François Hollande le mardi 19 février. « Nous sommes maintenant dans la dernière phase de l'opération, qui n'est plus simplement d'arrêter les terroristes, pas simplement de sécuriser le territoire, mais d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire l'arrestation des derniers chefs terroristes qui demeurent au nord du Mali », disait le président français.

Ce travail visant à débusquer les chefs terroristes est l'œuvre d'une équipe. Les Américains fournissent les photos satellitaires et la transcription des écoutes électroniques. Les Français enga-

aujourd'hui à quel point elle est nécessaire. En effet, les militaires français, maliens, tchadiens et les services secrets algériens ont saisi au cours des deux derniers mois une quantité impressionnante de caches d'armes, mais aussi d'ordinateurs et de documents dont les premières analyses révèlent l'ampleur des ambitions djihadistes sur toute la zone sahélienne.

Ces succès de l'intervention internationale au Mali ne doivent pas cacher l'essentiel: il existe dans ce pays un autre front, tout aussi important, celui de la réorganisation de l'État. Les djihadistes et leurs alliés touaregs de circonstance ont profité de la corruption ambiante, du ras-le-bol d'une partie de la population et de la révolte des militaires du rang pour s'emparer d'une partie du pays.

Ces succès de l'intervention internationale au Mali ne doivent pas cacher l'essentiel: il existe dans ce pays un autre front, tout aussi important, celui de la réorganisation de l'État.

gent les avions de chasse et frappent les cibles ainsi identifiées. Les Maliens, militaires comme civils ou Touaregs passés d'un camp à l'autre, alimentent par leur connaissance du terrain les forces coalisées. Les Algériens, les Mauritaniens et les Nigériens surveillent leurs frontières afin d'éviter toute fuite du Mali. Enfin, certains contingents africains plongent dans la bataille au corps à corps avec les djihadistes.

Partage du renseignement, planification commune, division du travail et synchronisation des mouvements et des attaques sont les actes clés de cette intervention dont on voit

L'action internationale doit aussi se concentrer sur cet aspect du conflit, comme l'analyse si bien la chercheuse canadienne Lori-Anne Thérault-Bénoni de l'Institut d'études de sécurité, à Dakar au Sénégal. « Le plus dur commence, écrit-elle. La période actuelle doit être mise à profit pour engager une réflexion sur le type de gouvernance et d'organisation de l'État à même de promouvoir durablement la participation politique, l'inclusion, notamment des périphéries, la paix et la stabilité. » C'est à cette aune qu'il faudra juger du succès ou de l'échec de l'intervention au Mali.

Printemps érable 2.0



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Maintenant, la poussière est vraiment retombée. Après un décevant Sommet sur l'enseignement supérieur, après deux tentatives – bien sûr violentes – de ressusciter l'effervescence de la « rue », il appert qu'il n'y aura pas de printemps érable 2.0.

Il y a un an, début mars 2012, le nombre d'étudiants en grève franchissait la barre des 100 000 et le cycle des manifestations s'amorçait. Allait suivre un épisode inédit de turbulence sociale, de violence presque quotidienne, de dégénérescence du débat public et d'exaltation romantique dans les grands médias.

On ne revivra pas le psychodrame de 2012. Mais restent les conséquences...

Tout cela est terminé. Pour l'instant. Mais restent les conséquences.

Quelles sont-elles?

La plus lourde prend la forme d'une occasion ratée: il ne sera plus question d'enseignement supérieur avant des lunes. C'est-à-dire jusqu'au moment où on rendra publics les rapports des multiples chantiers ouverts lors du Sommet... rapports qui pourraient tout simplement mourir dans l'indignité sur des tablettes, ces limbes de l'éternité étatico-bureaucratique.

Ensuite, la « rue » a contribué à renverser un gouvernement

honne. Mais l'était-il tant que ça? Malgré la haine proférée sur toutes les tribunes, malgré les casseroles, le parti de Jean Charest est passé à un cheveu de récolter davantage de voix que le Parti québécois. Résultat? Nous voilà gratifiés d'un gouvernement paralysé par ses contradictions et par la frivolité manifestée au printemps 2012.

Les étudiants, enfin? Ils ont beaucoup gagné, essentiellement du fric: annulation de la hausse des droits de scolarité (oui, l'indexation est bel et bien un gel) et bonification de l'aide étatique. Mais ils ont aussi beaucoup perdu, essentiellement du temps... qu'il leur a fallu reprendre en session extraordinaire à la sueur de leur front: c'est pourquoi plusieurs ont cette fois-ci voté contre la grève et signé l'armistice.

Ça ne change pas le Québec, mais... ça nous apprend un peu sur la nature de la bête.

Ainsi, la nation est ancrée dans le statu quo à un point où elle l'a rarement été. Le confirme le fait que les luttes de ce que nous appelions jadis les « forces vives » de la société, dont la jeunesse, se font aujourd'hui sur un mode strictement corporatif et contre toute évolution envisageable.

Justement: le principe de réalité, celui qui commande de voir le progrès là où il est accessible, et non pas dans les lubies des théoriciens, est porté disparu. En témoigne l'étrange irruption dans le débat de l'idée de gratuité de l'enseignement supérieur.

Enfin, dans la ville réputée la plus calme des Amériques, on a institutionnalisé une forme de violence urbaine sans but, exercée sur le mode du *party* à répétition. Elle a encore sévi, mardi, et le fera à nouveau puisqu'elle est tolérée.

Cette violence et son pendant ordurier dans les joutes oratoires constituent pour l'instant ce qui, chez nous, tient lieu de progrès.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

J'ai parlé avec des étudiants qui manifestent dans les rues. Ne soyons pas dupes, la démocratie est la dernière chose en laquelle ces anarchistes malfaisants croient. Ils veulent tout gratuit, avec l'argent du voisin, en faisant le moindre effort.

— Renée Houde, Montréal

Pourquoi pas 33% des voix plus une?



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Un gros débat fait rage à Ottawa, à la Chambre des communes. Faut-il laisser la loi sur la clarté référendaire telle quelle, comme le croient les libéraux et les conservateurs, et donc accepter de négocier avec le Québec après un référendum gagnant seulement si la question est claire et la majorité est claire? Faut-il l'abroger, comme le voulait le Bloc en proposant un projet de loi qui a été battu à plate couture mardi? Ou faut-il la modifier pour accepter le principe de la majorité simple, 50% des voix plus une, comme voudrait le proposer le NPD dans un autre projet de loi?

Méchant débat. Ou plutôt, débat méchamment déconnecté. Pendant que les parlementaires fédéraux ergotent sur la majorité requise à un référendum, la question, au Québec, n'est pas de savoir si le projet souverainiste devrait l'emporter avec 50% des voix plus une, mais plutôt s'il serait capable de récolter 33% des voix plus une.

La plus récente enquête de CROP, publiée dans *La Presse* il y a deux semaines, révélait que 30% des répondants auraient voté «oui» lors d'un référendum sur la souveraineté, 59% auraient voté «non», tandis que 11% restaient indécis. Avec une répartition proportionnelle des indécis, on en arrive à un score de 34% pour «oui» et de 66% pour le «non».

Du deux pour un. Il y a actuellement deux fois plus de Québécois opposés à la souveraineté que de partisans de la souveraineté. En outre, le PQ a été incapable de profiter de sa victoire électorale pour faire progresser l'appui à son option, qui a plutôt baissé depuis septembre dernier. La tenue d'un référendum est donc extrêmement improbable, et une victoire de la souveraineté impossible avant très longtemps.

Il y a actuellement deux fois plus de Québécois opposés à la souveraineté que de partisans de la souveraineté.

Pourquoi alors ce débat à Ottawa? Il faut y voir une manœuvre politique du Bloc québécois pour piéger le NPD, qui avait, dans une autre incarnation, appuyé la loi sur la clarté référendaire, mais qui doit maintenant composer avec le fait que sa base québécoise est largement composée d'ex-bloquistes. Ce qui a amené le NPD à proposer son propre projet de loi sur la question. Un flirt de Thomas Mulcair à l'égard du Québec qui tombe vraiment à plat, parce que s'il y a une chose dont les Québécois ne veulent pas entendre parler, c'est bien de référendum.

Ce débat oiseux aura aussi donné l'occasion au candidat libéral Justin Trudeau de dire une autre ânerie en affirmant qu'il faudrait une majorité des deux tiers à un référendum, pour ensuite s'embrouiller et se dédire. La sagesse aurait voulu qu'il appuie la loi sur la clarté référendaire adoptée par un gouvernement libéral, son propre parti, qui s'appuyait sur un jugement de la Cour suprême.

Mais plus profondément, ce débat illustre à quel point la classe politique, à l'exception de François Legault, a tendance à faire abstraction de cette donnée pourtant fondamentale de notre réalité politique. Les députés fédéraux parlent de souveraineté en faisant semblant qu'elle est à nos portes. Les souverainistes font semblant que les sondages accablants n'existent pas.

La plus belle illustration de ce contexte nouveau, c'est que Jacques Parizeau, pour susciter un peu de ferveur, a été obligé, le week-end dernier, de se rabattre sur la tribune d'un groupuscule, Option nationale.

L'effondrement de l'appui à la souveraineté est pourtant le facteur qui, actuellement, exerce la plus grande influence sur notre vie politique. Cela explique les succès du NPD aux dépens du Bloc québécois. Cela explique l'effritement des forces souverainistes. Cela explique largement l'incapacité du PQ à obtenir une victoire majoritaire en septembre. Cela explique pourquoi le parti de Pauline Marois, avec 30% des intentions de vote, est encore à égalité avec des libéraux sans chef.



PHOTOS.COM

Que se passe-t-il dans les faits? On se vante de l'entrée des jeunes femmes sénégalaises dans les universités les plus prestigieuses du monde occidental, mais lorsqu'elles sont de retour au pays, on leur refuse le droit de décider pour elle-même au sein des familles, de diriger au travail, de gouverner dans la société.

Les nouveaux nègres

Les jeunes femmes professionnelles subissent un véritable apartheid sexuel à leur retour au Sénégal



KHADY TOURE

Diplômée en marketing de HEC Montréal, l'auteure dirige à Dakar un cabinet de coaching spécialisé dans la gestion de carrière et la promotion du leadership féminin au Sénégal.

Plus complexe que la fuite des cerveaux africains, il y a la fuite des jeunes cerveaux féminins africains. Les inciter à revenir s'établir sur le continent ne sera pas qu'une simple question de motivation fondée sur des ressorts idéologiques patriotiques. S'il ne fait aucun doute que développement et condition de la femme sont étroitement liés, les politiques et les intellectuels ne pourront plus passer sous silence les attentes profondes de ces jeunes femmes cadres ou entrepreneures.

Le courageux retour au pays des nouvelles générations de femmes intellectuelles avec leurs savoirs actualisés, leurs profondes convictions, et surtout leur refus de se soumettre, ne se fait pas sans heurts au sein des familles, des entreprises et d'une société au patriarcat inscrit dans les gènes. Face à une société qui se pense plus ouverte qu'elle n'est capable de l'être, la vitrine de démocratie et de parité dont se targue le Sénégal ne suffira pas à garantir un cadre propice à l'éclosion d'un leadership féminin plus audacieux.

Le Sénégal a un chapelet de contentieux à régler avec un passé colonial ancré dans son inconscient collectif. Existe-t-il alors un rapport entre cet inconscient collectif et la place des femmes dans la société? Parce que la rupture avec le paradigme colonial n'a toujours pas eu lieu, les femmes sont aujourd'hui devenues les

«nouveaux nègres» de la société sénégalaise. De la même manière que les Noirs ont été longtemps discriminés, ce sont aujourd'hui les femmes, et en particulier les jeunes femmes, qui subissent un véritable apartheid sexuel. Celles-ci sont exclues d'office de la participation politique et des hautes sphères décisionnelles.

Parce qu'elles sont jugées trop occidentalisées, ces jeunes femmes modernes, une fois en situation d'autorité, incarnent la figure du colon dans l'imaginaire de leurs compatriotes masculins et sont ainsi victimes de violents transferts d'agressivité de leur part. Et ici, l'homme africain, l'ex-victime, devient bourreau. À l'insu des consciences, un silencieux sabotage s'opère. Il brise toute velléité de leadership jeune et féminin.

Parce qu'elles sont jugées trop occidentalisées, ces jeunes femmes modernes, une fois en situation d'autorité, incarnent la figure du colon dans l'imaginaire de leurs compatriotes masculins.

Que se passe-t-il dans les faits? On se vante de leur entrée dans les universités les plus prestigieuses du monde occidental, mais de retour au pays, on leur refuse le droit de décider pour elle-même au sein des familles, de diriger au travail, de gouverner dans la société. Un système tentaculaire est mis en place pour écarter les jeunes femmes de tout ce qui implique la prise de parole, la délibération, le choix, la responsabilité, au final l'autonomie.

Bien qu'on accepte qu'elles vivent seules à l'étranger, cette société condamne encore aux enfers celles qui, non mariées ou divorcées, osent s'installer seules en appartement. Faire ce choix banal excommunique les jeunes femmes. Alors commence la terrible litanie des raccourcis mentaux: femmes aux mœurs légères, inféquentables, vivant dans le péché. Elles sont attendues sur une posture d'acquiescement, toujours plus jolies, plus polies, plus soumises.

Être jeune et femme en entreprise n'offre guère plus de latitude. Formées à l'étranger, elles atterrissent souvent comme cadres, pensant y trouver l'assurance de pouvoir enfin diriger. Mais à leur grand désarroi, elles sont confrontées là encore à de nouvelles politiques discriminantes telles que le «droit d'ainesse professionnel». Face à un collègue, il n'est pas rare d'entendre des propos puants de paternalisme du type: «Tu sais, je pourrais être ton père»! La seule posture acceptée est la figure de la déferente, voire de la femme qui ne sait rien!

Au bout du chemin, même les dissidentes abdiquent et finissent par lire dans leur propre miroir le reflet du regard des autres. Sans faire de bruit, la violence symbolique tisse sa toile.

Finis les temps des clivages! L'avenir de l'Afrique se joue entre les mains de jeunes hommes émancipés, libérés des verrouillages inconscients, réconciliés avec le savoir immémorial des femmes. Mais il se joue surtout entre les mains de jeunes femmes délivrées de la peur, affranchies de la toute-puissante autorité parentale, prêtes si nécessaire à la désobéissance, intimement convaincues qu'elles sont indispensables.

Un rôle inédit pour les policiers

YVES CLAUDÉ

Sociologue et anthropologue, l'auteur enseigne au niveau collégial.

Indépendamment des connotations idéologiques implicites ou explicites qui y sont associées, il apparaît de plus en plus clairement que certaines manifestations dans les rues de Montréal prennent de plus en plus la forme de sports extrêmes urbains ritualisés. Ces rituels, que le sociologue David Le Breton qualifie d'ordalies, c'est-à-dire de recherches de sens fondamentales, ne sont pas étrangers à l'affaiblissement des liens sociaux

(dans la famille, l'école, etc.) et à la perte de fonction de production de sens auparavant assurée par des institutions comme l'Église catholique.

Les agents du contrôle social, le Service de police de la Ville de Montréal en particulier, se trouvent à assumer une fonction qui ne fait pas partie de leurs habitudes pratiques de prévention et de répression de la déviance ordinaire. Il s'agit d'encadrer des rites dans lesquels en prenant des risques, certains individus recherchent le sens perdu ou dégradé de leur vie. Là où se déploient leurs jeux, jeux

alimentés par des fantasmes de destruction et d'incendie, des policiers et policières se trouvent aussi à risquer leur santé et leur vie.

Il y a là un problème social inédit qui dépasse largement les responsabilités d'un service de police. Par ailleurs, le rôle pacificateur d'un anarchopanda ou des acteurs urbains du «Rabbit Crew», s'il est significatif, n'est aucunement en mesure de réguler une ritualité qui est à haut risque de dérapage, notamment lors du «carnaval antipolicier» qu'est la «manifestation contre la brutalité policière», le 15 mars.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Bénédictin du siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

ACTUALITÉS

MONTRÉAL

Contraventions en baisse, pression à la hausse

DANIEL RENAUD

Alors que la Fraternité des policiers et policières de Montréal déplore « des pressions sans précédent » sur ses membres pour qu'ils distribuent des contraventions, des chiffres obtenus par *La Presse* démontrent que le nombre de constats distribués par les policiers est en baisse dans la métropole depuis deux ans. C'est aussi le cas depuis le début de l'année.

En janvier, 40 429 constats ont été donnés par les policiers, comparativement à près de 43 000 en janvier 2012. Durant toute l'année dernière, les policiers ont distribué près de 570 000 constats, comparativement à 606 000 en 2011 et 635 000 en 2010. Les manifestations étudiantes pourraient expliquer, en partie du moins, la forte baisse du nombre de constats remis en 2012. En revanche, même après la période de manifestations, le nombre de contraventions données durant les mois d'automne a été plus bas que durant la même période en 2010 et 2011.

Cette situation apporte de l'eau au moulin à la nouvelle publiée hier par le quotidien *Le Devoir* voulant que la direction générale de la Ville de Montréal fasse des pressions sur le commandement de la police pour augmenter le nombre de constats dressés par ses 4000 policiers, et ainsi regarnir les coffres de la Ville. « C'est du jamais vu. Chaque poste doit produire un rapport hebdomadaire au bureau du directeur général. Au cours des cinq dernières

semaines, les policiers d'un poste de l'ouest de l'île ont été rencontrés quatre fois pour donner plus de contraventions », déplore le président de la Fraternité, Yves Francoeur, selon qui ces pressions ont un impact sur le moral des troupes.

Plus de 3000 billets par poste

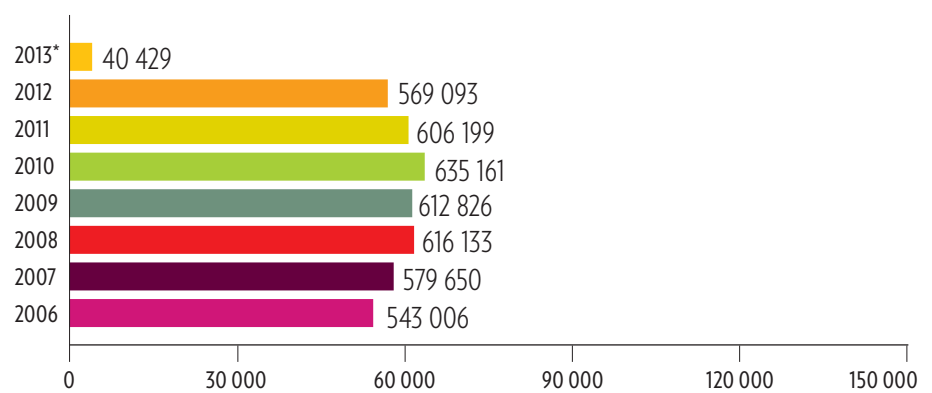
Un policier interrogé par *La Presse* confirme que chaque patrouilleur doit remettre deux contraventions par quart de travail. Dans les postes de quartier, les équipes de jour et de soir doivent donner en moyenne environ 1800 contraventions par année, et les équipes de nuit, environ 1300. « Il y a toujours eu des quotas, mais c'est vrai qu'il y a davantage de pression, en particulier dans les postes où il y a moins d'appels », affirme le policier.

« Nos supérieurs nous demandent de ne pas donner de contraventions de stationnement, car l'amende est moins forte. On nous demande de donner des billets de circulation, dont l'amende est souvent de plus de 100\$. On donne aussi de plus en plus de contraventions pour des papiers d'assurance qui ne sont pas bons, ce qui n'était pas le cas avant. Et maintenant, avec le système informatisé, nos patrons peuvent suivre, au quart de travail près, le nombre de billets que l'on donne », indique-t-il.

Pour joindre Daniel Renaud en toute confidentialité : 514-285-7000, poste 4918

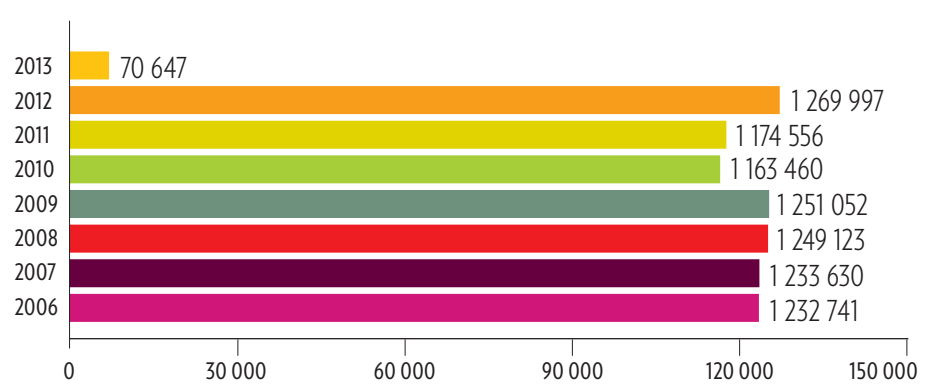
CONTRAVENTIONS REMISES

Par les policiers



* = au 31 janvier

Par les agents de stationnement



Source: Ville de Montréal

Tribunal administratif du Québec

La tension monte entre la présidente et les juges

DENIS LESSARD

Les relations se sont encore envenimées cette semaine entre le Tribunal administratif du Québec (TAQ) et ses membres. Dans un échange de lettres au ton aigre-doux, l'association qui représente les 85 juges administratifs et leur présidente, Hélène De Kovachich, se menacent mutuellement.

À la suite de la publication d'un texte dans *La Presse*, la semaine dernière, qui a illustré les relations de travail difficiles au TAQ, M^{me} De Kovachich a convoqué le président de l'association, Jean-Marc Dufour, à Montréal en fin de journée vendredi. *La Presse* a cité des courriels entre M. Dufour et ses membres dans lesquels il demandait des informations confidentielles sur un mystérieux mandat de 84 000\$ accordé par le TAQ à une avocate spécialisée en matière familiale. La nature de la cause est demeurée secrète. Le TAQ a la volonté d'un juge qui a mis l'affaire sous scellé.

Des lettres de part et d'autre

La présidente et juge administratif en chef du TAQ a remis vendredi

dernier, en main propre, une lettre de réprimande aux sept membres du conseil d'administration de l'Association des juges administratifs du Québec.

Elle prévient qu'elle se verra dans l'obligation de « prendre des mesures appropriées » si les membres du TAQ tiennent comme prévu une réunion sur leurs relations de travail, aujourd'hui à Trois-Rivières – une rencontre qui devrait avoir lieu en dépit « des menaces », assure-t-on. Les membres du TAQ préparent un geste d'éclat au forum sur la justice administrative, le 15 mars à Montréal.

L'Association a répliqué à la direction du TAQ dans une lettre. « Votre reproche illustre que vous faites abstraction des droits fondamentaux protégés par les chartes que sont le droit d'association et la liberté d'expression », peut-on lire.

Ces membres des tribunaux administratifs revendiquent de meilleures conditions de travail, salariales essentiellement. Le ministère de la Justice est sympathique à leurs doléances, mais, en période de compressions budgétaires, le Conseil du Trésor leur a opposé une fin de non-recevoir.

AUSSI PEU QUE 4,8L SUR ROUTE MODÈLE DODGE DART AERO*

LA TOUTE NOUVELLE **DODGE DART** //

INGÉNIERIE D'ALFA ROMEO. DESIGN SIGNÉ DODGE.

LA VOITURE LA PLUS ÉVOLUÉE DE SA CATÉGORIE SUR LE PLAN TECHNOLOGIQUE[†]

CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE



ÉQUIPEMENT

- › L'HABITACLE LE PLUS SPACIEUX DE SA CATÉGORIE[†]
- › GLACES, VERROUILLAGE ET RÉTROVISEURS À COMMANDE ÉLECTRIQUE
- › TÉLÉDÉVERROUILLAGE
- › PHARES PROJECTEURS



SÉCURITÉ

- › 10 SACS GONFLABLES, FREINS À DISQUE ET ANTIBLOCAGE AUX QUATRE ROUES
- › SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'ANTIDÉRAPAGE



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

- › MOTEUR TIGERSHARK[™] 4 CYLINDRES DE 2 L DE 160 CH
- › PERFORMANCE AÉRODYNAMIQUE DE CLASSE MONDIALE



COMMANDES AU VOLANT DISPONIBLES



PHARES PROJECTEURS AVEC ENJOLIVEURS CHROMÉS



ÉCRAN TACTILE DE 8,4 POUCES DISPONIBLE

HABITACLE D'UNE INTERMÉDIAIRE[†]

« MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ » SELON L'IIHS

COTE DE SÉCURITÉ 5 ÉTOILES DE LA NHTSA AUX ESSAIS DE COLLISION LATÉRALE ET FRONTALE[†]

10 YEARS Best Interiors (10 MEILLEURS INTÉRIEURS)

DODGE DART SE 2013

PRIX TOUT INCLUS À PARTIR DE :

16 995\$[‡]

LE PRIX COMPREND LES FRAIS DE TRANSPORT DE 1 595 \$.

ET

MAINTENANT OFFERT
FINANCEMENT À L'ACHAT

0%[±]
POUR 36 MOIS ET AUCUN ACOMPTE

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP[™] | DODGE | RAM DU QUÉBEC

www.dodge.ca/offres

MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.
18 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.



* Moins d'essence. Plus de puissance. Une valeur sûre. † est une comparaison entre les gammes complètes 2013 et 2012 de Chrysler Canada. L'affirmation 8 L/100 km ou moins est basée sur les estimations de consommation de carburant sur autoroute du programme *EnerGuide* 2013. Les méthodes d'essai utilisées sont celles du gouvernement du Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme *EnerGuide*. Le consommateur avisé lit les petits caractères : †, ‡, †, ‡. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 1^{er} mars et le 1^{er} avril 2013 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Le transport (1 595 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Aucuns frais supplémentaires ne seront ajoutés au prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs (15 \$) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Un acompte peut être demandé. Le concessionnaire peut devoir échanger ou commander un véhicule (lorsque applicable). Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. † Le prix d'achat s'applique à la Dodge Dart SE 2013 (PF0H41 + 25A) : 16 995 \$ = Le taux de financement à l'achat de 0 % pour 36 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale, la Banque Scotia et Financement Auto TD et est applicable à la nouvelle Dodge Dart SE 2013 (PF0H41 + 25A). Exemple : Dodge Dart SE 2013 (PF0H41 + 25A) avec un prix d'achat de 16 995 \$ financé à un taux de 0 % pour 36 mois sans aucun acompte équivalant à 78 paiements aux deux semaines de 217,88 \$, aucun frais de crédit et une obligation totale de 16 995 \$.** Prix du modèle montré : Dodge Dart GT 2013 à disponibilité tardive (PF0S41 + 27S) : 25 750 \$. Le modèle montré peut différer légèrement des modèles qui sont commercialisés au Canada. ‡ Données établies selon des méthodes d'essai approuvées par le gouvernement du Canada et basées sur le Guide de consommation de carburant 2013 de Ressources naturelles Canada. Cote de consommation de carburant pour le modèle Dodge Dart Aero 2013 (disponibilité tardive) avec le moteur turbo 1.4 L à transmission manuelle. Cote de 7,3 L/100 km en ville. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme *EnerGuide*. † Selon la catégorie de *Ward's* des petites berlines de gamme supérieure 2013 coûtant moins de 25 000 \$. † Selon le Programme d'évaluation des nouvelles voitures utilisé par l'organisme américain National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) (www.safercar.gov). ‡ Tiger Shark est une marque de commerce de Chrysler Group LLC. ‡ Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. ‡ Jeep est une marque déposée de Chrysler Group LLC et utilisée sous licence. Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep[™] • Dodge • RAM